

Jean Vignoboul

**Témoignages
de tant de luttes**

Documents et éléments biographiques

ISBN : 978-2-917154-95-3
Editions La Brochure
82210 Angeville
septembre 2013
<http://la-brochure.over-blog.com>

Photo de couverture de Maurice Baux :

Jean-Vignoboul à côté de Pascale Froment au restaurant
Le Croc'Odile à Montauban, en 1995.

Photo page 4 :

A la Libération, Jean Vignoboul avec, à sa droite, Charles Couchet et à sa gauche, Lucien Estival, à Réalville pour honorer deux maquisards tués par les Allemands.

Photo dos de couverture

Paulette et Jean Vignoboul au Portugal en 1999 pour fêter le centième anniversaire d'Emídio Guerreiro, né le 6 Septembre 1899 et décédé le 29 Juin 2005 à Guimarães, Portugal.

Ce professeur de mathématiques a toujours été un homme engagé politiquement. Républicain et franc-maçon, il s'oppose au coup d'Etat du 28 mai 1926 mais réussit à rester au Portugal. Il est arrêté en 1932 suite à un écrit contre le président Óscar Carmona ; il s'échappe un an après, puis fuit en Espagne. Là il doit fuir une nouvelle fois, pour la France où il se retrouve au camp de Septfonds. Il s'évade de ce camp et la famille de Paulette Vignoboul l'accueille. C'est là que naît une amitié qui traversera les vicissitudes de la vie. A la Libération, il enseigne à Paris où il vivra en exil jusqu'en 1975, soit pendant 40 ans. A son retour au Portugal, il va occuper des responsabilités importantes dans la vie politique de son pays.

Sommaire

Avertissement

Les mots pour la fin

Le cas Habib Grimzi (1957-1983)

Le cas Louis Sabatié (1924-1944)

Face au racisme, l'importance d'un appel :

Action du 14 décembre 1985

Le cas Jean-Paul Kaufmann

Allocution de Jean Vignoboul Pour la L.D.H. 82

Rassemblement du 12 mars 1986

Montauban

La venue d'Arthur et Lise London

ALLOCUTION DE Mr VIGNOBOUL AU NOM DU
COLLECTIF

"MONTAUBAN EGALITE" Manifestation du
samedi 12 mai 1990

Introduction à l'Assemblée générale de l'ANACR
(Association nationale des Anciens Combattant de
la Résistance)

de Tarn et Garonne le 23 mai 1993 salle des fêtes de
Falguières Montauban

DERNIER ACTE AVANT LA LIBERATION

Documents

Municipales de 1947

Articles des ***Nouvelles du Tarn et Garonne***

Une lettre du PCF

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Avertissement

Le but de cette publication n'est pas d'évoquer Jean Vignoboul (dit Jeannot) mais de lui laisser la parole. En conséquence vous allez lire quelques documents qu'il a conservés ou qui ont pu être retrouvés.

A commencer par l'émouvant « mots pour la fin ».

Ensuite des allocutions qui se sont produites après sa démission du PCF.

Pour sa vie au PCF, nous avons retrouvé quelques articles des ***Nouvelles du Tarn et Garonne***, le bilan de son travail d'adjoint au maire en charge de l'éducation.

Pour remonter encore plus dans le temps, nous retrouvons le jeune Vignoboul dans le quotidien communiste : ***Le Patriote du Sud Ouest*** (1945-1956).

Tout ceci est complété d'éléments biographiques apportés surtout par Paulette Vignoboul que je remercie car elle a rendu possible cette publication.

L'éditeur

Les mots pour la fin

Il est un temps pour tout et pour moi maintenant d'envisager le terme de ma vie. Il me paraît nécessaire de m'expliquer sur quelques points qui me paraissent essentiels.

D'abord il me paraît inévitable que l'information de mon décès soit ensuite rendue publique – par voie de presse – étant donné les périodes et les événements que j'ai successivement traversés et vécus.

En effet, j'appartiens à la génération qui est venue à la conscience politique, pour l'essentiel, avec la guerre 39-45 et l'occupation et je désire que soient fournies à ceux qui se sont intéressés à moi les raisons de mes engagements aux différentes périodes de ma vie : la Résistance commencée par la décision de refuser le STO et donc de devenir réfractaire assujetti dès lors à la clandestinité, et poursuivie ensuite dans les rangs du maquis Louis Sabatié jusqu'à la Libération. Ensuite je me suis consacré à l'action militante dans le PCF, période marquée par une série de crises : le 20ème Congrès du PCUS, la révolte hongroise de 1956, le printemps de Prague en 1968 brisé par l'intervention de l'URSS. A partir de cet événement, mes doutes antérieurs sur le « socialisme réel » m'ont amené à des analyses critiques mettant en cause l'alignement pratiquement sans réserve du PCF et, par voie de conséquence, son incapacité à

définir une politique cohérente sur le plan national. J'en ai démissionné le 23 décembre 1981 à la suite de son approbation de « l'état de guerre » en Pologne, imposé par l'Union soviétique.

Entre temps j'avais pris l'initiative de former à Montauban un comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie, créé déjà depuis quelques mois à Paris par Arthur London. Je me suis expliqué publiquement sur cet itinéraire le 17 février 1984, dans le texte de mon allocution prononcé lors de la commémoration du 40^{ème} anniversaire de l'exécution de Louis Sabatié par la Milice à la prison Saint Michel à Toulouse en particulier dans le passage suivant :

« L'action dans la Résistance que Louis avait entreprise avec la détermination et l'abnégation qui étaient des traits essentiels de sa personnalité ne saurait être dissociée de son engagement politique qui fut une de ses motivations profondes.

Nous étions un certain nombre dans cette génération, née au début de l'après guerre, celle de 14-18, à partager la vision des événements et la conception de l'avenir qui étaient les siennes. Cela ne saurait étonner ceux qui veulent bien réfléchir au contexte historique de l'époque. Cette génération était venue à la conscience du monde au moment de la montée du péril hitlérien en Allemagne, de la succession des espoirs et de l'échec du Front Populaire en France, du drame de la République espagnole submergée par la subversion franquiste avec l'appui décisif des armes et des troupes fascistes et nazies, et elle constatait, cette génération, la faillite d'un régime et de ses dirigeants qui soit par faiblesse, par lâcheté ou pour certains d'entre eux par complicité avec le nazisme préféraient l'abandon à la lutte. Ainsi s'effondrait sous nos yeux une République qui avait eu sa grandeur et ses

mérites mais qui atteignait ses limites, dépassée par la violente tempête d'une époque impitoyable. Ce naufrage posait donc à tout patriote qui refusait la servitude et l'idéologie nazies, le problème de l'avenir de son pays. Il ne s'agissait pas seulement de vaincre, d'assurer l'indépendance nationale mais il fallait aussi tirer les leçons du drame pour préparer l'avenir.

Or, pendant que la France était ainsi plongée dans le malheur, l'Union Soviétique supportait de 1941 jusqu'au débarquement allié, le poids principal sinon unique de la guerre, et l'Armée Rouge venait de remporter à Stalingrad une victoire d'une importance capitale sur la machine de guerre hitlérienne qui paraissait jusque là invincible. Cela pesait dans la balance de nos choix et nous n'étions pas les seuls dans la nuit de l'occupation à prendre en considération les idées et la société qui paraissaient donner à ces peuples soviétiques de puissantes raisons de se battre avec cette vigueur pour libérer leur pays de l'envahisseur.

Mais, depuis lors, l'histoire a continué de couler, apportant des différentes parties du monde, un flot d'évènements qui ne pouvaient manquer d'être pour chacun d'entre nous des objets de réflexion et des sujets de méditation sur les problèmes de la liberté et des droits de l'homme, de la démocratie, du rôle et de la place des travailleurs dans la société, de l'indépendance des nations et de l'épanouissement de leurs cultures. Comment pourrions-nous échapper aux interrogations qu'ils apportent avec eux, aux débats inévitables sur leur signification profonde à l'examen sans complaisance du sens même de notre vie, avec la volonté de rester fidèle à la source à travers les vicissitudes et les dures expériences d'hier et d'aujourd'hui ?

Et nous sommes certains que, comme nous, avec esprit de responsabilité, avec lucidité et avec courage, Louis aurait lui aussi apporté sa propre réponse, après avoir cherché le chemin qui lui aurait paru le plus digne et le plus sûr, au regard des valeurs fondamentales auxquelles il était attaché et qui étaient ses raisons essentielles de combattre et de mourir. »

Cette longue citation aidera à comprendre les raisons de nos engagements. Il ne nous reste aujourd'hui que le spectacle désolant d'un immense espoir désormais totalement ruiné. Pourtant je ne regrette rien de cette aventure qui fut celle d'une génération de militants. Je partage le jugement du philosophe Edgar Morin : « Certains disent – du communisme – que ce n'était qu'une gigantesque imposture, d'autres qu'il s'agissait d'une gigantesque espérance. Je réponds, l'un et l'autre, parce que c'était une espérance qui fut dénaturée. Cet événement d'une religion de salut terrestre fut l'événement clé de notre siècle. »

Voici que s'ouvre une nouvelle période dont les désordres, le bruit et la fureur qui l'initient, indiquent assez l'impérieuse urgence de s'attaquer aux nombreux et difficiles problèmes désormais incontournables pour notre société : démocratie et droits de l'homme, démographie, inégalités, pollution etc. Je m'étais exprimé publiquement à ce sujet dans l'allocution prononcée le 12 mai 1990, lors de la grande manifestation du collectif Montauban-Egalité dont j'étais le porte-parole, notamment dans l'extrait que voici :

« Notre devoir est donc de faire face et de nous mobiliser pour faire échec à l'entreprise de subversion. Mais, pour sortir victorieuse de l'épreuve, la démocratie ne saurait s'accommoder de concessions à l'affairisme, d'amnisties aux intentions équivoques et, en tout cas, aux effets délétères, qui sapent les bases de la confiance populaire pour le plus grand profit de ses ennemis. »

(...)

« A l'époque où les nuages radioactifs n'ont pas besoin d'autorisation pour transgresser les frontières, les replis nationalistes et les chauvinistes de tous bords sont hors de raison et doivent céder la place au besoin universel de nouvelles solidarités.

De même qu'il serait illusoire de considérer les mesures protectionnistes en matière d'immigration comme une solution satisfaisante et définitive, alors qu'elles ne sont tout au plus qu'un palliatif fragile, tant que les inégalités dans la répartition des richesses continueront de s'accroître au détriment de l'immense majorité de l'humanité, plongeant le Tiers Monde dans un dénuement sans espoir. »

La décennie que nous venons de traverser n'a fait que confirmer l'aggravation de cette crise. Les risques se sont multipliés, la montée de la violence et de l'insécurité, l'effet de serre, la progression de la pauvreté, les atteintes à la diversité biologique. Nos sociétés sont soumises de plus en plus aux intérêts financiers, à la maximalisation des profits des multinationales. C'est cette prise de conscience de l'urgence et de la gravité des problèmes qui doit nous conduire à jouer un rôle dans les luttes d'aujourd'hui pour tenter d'imposer de nouveaux équilibres plus conformes à l'absolue nécessité d'un développement soutenable.

C'est le problème majeur de notre époque. Nous sommes tous concernés.

Je confie à mes amis les plus proches, notamment Maurice Lachaud, le soin d'organiser, dans la mesure où ils le jugeront utile, une assemblée témoignage à partir des documents que je leur ai remis.

A Corbarieu

Jean Vignoboul

P.S. : J'ai été à partir de la Libération, instituteur dans diverses écoles primaires, puis professeur de mathématiques au collège Bourdelle jusqu'à ma retraite en 1979. De plus, adjoint au maire de Montauban de 1965 à 1977. Président de la Ligue des Droits de l'Homme de 1980 à 2002.

Le cas Habib Grimzi (1957-1983)

Le 14 novembre 1983, Habib Grimzi est assassiné par défenestration du train Bordeaux-Vintimille par trois candidats à l'engagement à la Légion étrangère, pour des motifs racistes.

Ce touriste algérien de 26 ans en visite en France, quitte Florence, sa correspondante et amie, pour rentrer en Algérie. Il prend l'express 343 Bordeaux-Vintimille de 22 h 27. Vers minuit, trois voyageurs allant à Aubagne passer les tests d'engagement dans la Légion étrangère, Anselmo Elviro-Vidal, 26 ans, Marc Béani, 20 ans, et Xavier Blondel, 24 ans, se déplacent dans le train et jettent un œil dans les compartiments. Elviro-Vidal tombe sur Grimzi qui porte un baladeur, il l'attrape, le jette dans le couloir et le roue de coups. Le contrôleur Vincent Pérez intervient et le change de wagon, mais les trois reviennent une nouvelle fois et l'agressent de nouveau. Grimzi résiste, supplie et hurle, mais les autres voyageurs n'interviennent pas.

Il sera jeté du train par Elviro-Vidal près de Castelsarrasin à 0 h 20.

Le procès des trois meurtriers s'est tenu, à Montauban, devant la cour d'assises de Tarn-et-Garonne, à partir du 22 janvier 1986. Des manifestations sont organisées par diverses organisations pour protester contre ce crime. Le 25 janvier 1986, Anselmo Elviro-Vidal et Marc Béani ont été condamnés à perpétuité, des circonstances

atténuantes ont été accordées à Xavier Blondel, qui a été condamné à quatorze ans de réclusion criminelle.

À la suite d'un vice de forme, Marc Beani a été condamné en 1987, lors d'un deuxième procès, à vingt ans de réclusion par la Cour d'Assises de la Haute-Garonne.

Cet événement a donné lieu, très rapidement à un film, **Train d'enfer**, réalisé par Roger Hanin, sorti au cinéma en 1985.

L'année d'après, un roman est publié : **Point kilométrique 190** d'Ahmed Kalouaz Lahlou.

Puis c'est la chanson qui lui rend hommage avec Tighremt dans **Averrani**.

Dernier événement culturel : le journaliste Jean-Baptiste Harang a écrit un livre **Bordeaux - Vintimille**, publié en 2013.

Cet événement est au cœur de deux allocutions de Jean Vignobou¹.

Voici la page de La Dépêche du Midi qui présente le crime. Sur le coin on découvre le portrait du jeune algérien.



¹ Depuis, à la gare de Castelsarrasin une plaque honore la mémoire de cet homme.

**Allocution prononcée le 19-11-1983 au
rassemblement organisé par la L.D.H.
pour protester contre le meurtre du jeune
Algérien Habib Grimzi**

Il est des circonstances dans lesquelles on ne peut pas se taire, on ne peut pas accepter l'inacceptable, on ne peut pas laisser se dérouler l'horrible enchaînement de la bestialité et du racisme. Ce crime commis mardi chez nous, dans notre département, par de jeunes français, rouant de coups un jeune Algérien avant de le précipiter du train sur le ballast de la voie ferrée fait partie de ces actes qui ne requièrent pas seulement la sanction de la justice mais doivent provoquer le sursaut des consciences, la réflexion critique d'une société sur elle-même afin qu'elle puisse engager avec efficacité une action cohérente et tenace pour arrêter la course qui la conduirait à la négation des valeurs humaines fondamentales.

La Ligue des Droits de l'Homme a donc estimé de son devoir, non seulement d'exprimer son indignation devant un crime aussi odieux, mais aussi d'attirer l'attention sur la gravité du danger et la nécessité de tout mettre en œuvre pour la conjurer. A cet égard le succès de notre manifestation, assuré par la contribution de nombreux partis et organisations qui ont tenu à s'y associer et par la participation des représentants des assemblées élues, constitue un témoignage combien éloquent des sentiments presque unanimes d'indignation

et de réprobation de la population de notre ville et du département.

L'événement qui nous rassemble ici aujourd'hui est lourd de signification. C'est parce qu'il était maghrébin donc étranger à notre pays et à notre culture que le jeune Habib Grimzi a été sauvagement assassiné. Ce racisme est donc le mobile du crime, le seul mobile que rien ne saurait dissimuler ou excuser, surtout pas l'état d'ivresse car l'alcool n'avait pas ôté aux assassins, la faculté de choisir leur victime. Ainsi le racisme est installé chez nous, il se manifeste - et de quelle manière - et il fait tous les jours sous nos yeux des progrès inquiétants. Il est donc temps de bien mesurer l'ampleur du mal et cela nous amène à dire ici sans excès de langage, mais avec toute la gravité que requiert la gravité du sujet, qu'il n'est pas de pire danger pour l'avenir de notre société que de pactiser sous quelque forme que ce soit et quelles que soient les circonstances avec l'idéologie et la propagande du racisme, d'autant plus dangereuses qu'elles se font parfois insidieuses pour mieux surprendre et capter des esprits non prévenus. En un mot, tout compromis avec le racisme est déjà une victoire pour celui-ci.

Comme on peut le constater, la violence progresse en même temps que le racisme ; ce sont les deux termes d'un même processus redoutable qui se fortifie de la méfiance, de l'égoïsme, de la xénophobie, de l'antisémitisme, ces champignons vénéneux toujours en germe dans notre société, mais, aujourd'hui, particulièrement virulents dans le climat d'inquiétude, d'insécurité, de doutes sur l'avenir que la crise provoque et développe.

L'histoire de ce siècle nous apprend – et la plaque des Martyrs devant laquelle nous sommes rassemblés en témoigne pour notre ville – les terribles conséquences dans lesquelles la passivité – ou la légèreté – voire

l'inconscience plongent les peuples aveugles ou sourds aux avertissements répétés que les événements leur adressent.

Il s'agit donc pour nous de n'être ni aveugles, ni sourds. Que chacun d'entre nous réfléchisse au sort qui serait celui de notre globe au moment où les progrès foudroyants des moyens de communication et de destruction abolissent les distances au point de rendre voisins des peuples qui, il n'y a pas si longtemps, s'ignoraient presque, de continent à continent, si, sur ce globe devenu soudainement si petit avec ses milliards d'hommes et de femmes, devaient se multiplier entre les peuples, entre les communautés qui les composent des barrières de méfiance, d'hostilité et de haine, précisément à l'heure où l'humanité a le pouvoir de se détruire elle-même.

C'est pourquoi nous ne pouvons dans notre pays, laisser se développer sans réagir, la violence et le racisme. Si chacun d'entre nous se sent responsable et agit en conséquence nous ferons reculer la bêtise au front de taureau. S'impose à ceux qui dans notre société sont investis de diverses responsabilités, des dirigeants de l'Etat à ceux des diverses collectivités, un effort plus grand encore pour mettre au service de cette cause tous les moyens dont ils disposent. En particulier pour que la jeunesse soit davantage sensibilisée à ces problèmes dont la solution conditionne d'une manière décisive son avenir.

Si cette manifestation contribue ne fuisse que dans une mesure modeste, à faire prendre conscience du péril et à affermir notre résolution à y faire face, elle n'aura pas été inutile.

Allocution prononcée lors de la réception à l'Ancien Collège des parents d'Habib Grimzi à l'occasion du procès

Madame, Monsieur, nous avons tenu à vous recevoir pour vous exprimer notre sympathie, notre soutien, notre émotion, dans la dure épreuve que vous traversez. Nous, je veux dire par là, les organisations et associations qui luttent pour la dignité humaine ainsi que les différentes confessions qui, chacune dans leur domaine, apportent à cette cause le concours de leur autorité morale dans l'opinion, et qui sont ici ce soir représentées.

Nous devons vous dire que nous avons été bouleversés par le crime qui a coûté la vie à votre fils, bouleversés par le degré de violence et de brutalité avec lequel il a été commis et le choc qu'a reçu, à cette occasion, une large partie de la population locale, comme si nous était révélée une monstruosité jusque là ignorée et qui apparaissait tout à coup avec sa face hideuse, annonciatrice des périls qui menacent notre société, comme les violences nazies des années 30 annonçaient et portaient en elles les atrocités des camps d'extermination et les fumées sinistres des fours crématoires. En un mot ce drame nous a fait redécouvrir qu'une idéologie de discrimination et de haine, le racisme, n'était pas que des mots, des propos, une atmosphère, mais qu'elle sustentait des actes et quels actes ! en l'occurrence le crime dans toute son horreur. C'est pourquoi, dans les jours qui suivirent, à l'appel de la section locale de la Ligue des droits de l'Homme, avec le concours des associations, syndicats, des partis politiques qui s'estimaient concernés et en présence des représentants de la municipalité et du Conseil général, une manifestation de protestation contre

ce crime, contre le racisme se déroula Place des Martyrs de notre ville. Il faut vous dire que cette place, où l'occupant nazi pendit aux arbres quatre patriotes résistants en juillet 1944, est devenue comme un symbole où bat le cœur de la cité ; c'est là que s'expriment ses protestations, ses indignations, ses espoirs.

C'est donc là que nous avons manifesté notre émotion, là que nous avons pensé à vous, la famille d'Habib, à vous qui le saviez en France c'est-à-dire dans un pays considéré comme accueillant, loin des troubles de toutes sortes et, où vous ne pouviez imaginer qu'il puisse courir un risque de cette nature. Nous avons donc pensé à vous et à votre peuple, le peuple algérien, à cette amitié naissante entre nos deux pays, après la tourmente de la guerre d'indépendance, amitié à laquelle nous attachons beaucoup de prix, et c'était pour nous encore une raison de condamner cette horreur qui nous a fait prendre conscience que rien n'est définitivement acquis. Nous avons d'ailleurs, à ce moment, pris contact avec le consulat d'Algérie, à Toulouse, pour le prier de vous exprimer l'intensité de notre émotion et de notre peine devant ce malheur qui vous frappait.

Mais, Madame, Monsieur, si cela peut vous apporter quelque consolation ou tout au moins atténuer votre chagrin, sachez que cette épreuve, la mort de votre fils, nous voulons faire en sorte qu'elle soit pour les citoyens de ce pays, un avertissement, un signal pour une vigilance toujours plus attentive et une action toujours plus déterminée. Nous avons pris la résolution de mener une lutte sans défaillance contre le racisme, de le faire reculer pas à pas dans toutes ses manifestations. Le 15 novembre 1985 a été lancé au plan national un appel à la fraternité qui a eu chez nous une grande résonance et qui a abouti à une conférence de presse qui réunissait pour la

première fois les autorités morales parmi les plus respectées de notre département. Hier soir, s'est déroulée une manifestation silencieuse, dédiée à la mémoire de votre fils et exprimant notre condamnation du racisme. Nous avons dans notre ville, dans notre département, des hommes et des femmes venus des pays du Maghreb et dont nous savons les difficultés matérielles et morales, les comportements vexatoires ou discriminatoires qu'ils subissent en certaines occasions, les dangers qu'ils courent et nous voulons tout faire pour améliorer leur situation.

Ainsi dans votre épreuve, dans votre douleur, sachez que vous n'êtes pas seuls. Le drame que vous avez vécu, qui nous a émus, a tissé des liens entre nous. Nous voudrions que, de notre réunion de ce soir, vous emportiez le souvenir reconfortant d'amis qui participent à votre peine et vous expriment leur affection.

**Train d'enfer, Une décision regrettable !
On nous prie d'insérer: La Dépêche 29-01-1985
Ce communiqué n'est pas signé de Jean
Vignoboul mais on reconnaît sa plume.**

La section de Montauban de la Ligue des Droits de l'Homme tient à exprimer son émotion au sujet de la décision de la société productrice du film *Train d'enfer*, de Roger Hanin, de renoncer à sa projection dans le ressort de la Cour d'Assises de Montauban, jusqu'à ce que celle-ci ait rendu son verdict dans l'affaire de l'assassinat du jeune Algérien Habib Grimzi dans le train Bordeaux-Vintimille, en novembre 1983.

Cette décision a été prise à la suite d'une action en référé des avocats de la défense arguant d'une prétendue violation de la loi sur la presse. Disons- le nettement,

nous considérons cette action comme particulièrement contestable parce que préjudiciable à la fois au public et aux accusés et, par voie de conséquence, la non-projection du film comme précipitée et regrettable.

Outre que le film, même si ce drame est le point de départ de sa réalisation, vient à son heure pour aider à combattre le racisme et la violence, sa projection à l'heure actuelle dans notre département serait une heureuse contribution au développement de la réflexion collective sur un des aspects les plus graves des maux de notre société.

Certes, notre pays s'honore de protéger scrupuleusement les droits de la défense, mais dans le contexte qui nous occupe ici, il en est fait une utilisation abusive car, dans un crime aussi révoltant, la responsabilité de ses auteurs ne saurait être atténuée qu'en considération du climat de violence xénophobe que certaines forces se plaisent à entretenir et à développer. Dans la mesure où le film attire l'attention du public sur cette situation, il fait œuvre utile et ne saurait, en conséquence, porter atteinte ni à la sérénité du procès, ni à l'équité du verdict.

A moins qu'on ne veuille à tout prix évacuer la connotation raciste — évidente pour nous — de ce drame; ce qui entraînerait de notre part la plus énergique protestation.

Les péripéties qui précèdent ce procès - en ce moment-autour du film de Roger Hanin mettent en lumière les contradictions qui agitent notre société dans la crise aux dimensions multiples qu'elle traverse. C'est pourquoi, nous appelons à une vigilance accrue dans la lutte de tous les jours pour la défense des libertés et des Droits de l'Homme.

La section de Montauban de la Ligue des Droits de l'Homme, maison de la culture, à Montauban.

Le cas Louis Sabatié (1924-1944)

*Encore en février 2011, Jean Vignoboul est au cimetière de Lafrançaise pour rendre l'hommage annuel à Louis Sabatié. Le journaliste de **La Dépêche** écrit :*
« En ce 17 février 2011, soixante-septième anniversaire de sa mort, Louis Sabatié, jeune résistant montalbanais fusillé à la prison Saint-Michel, à Toulouse, a reçu, au cimetière de Lafrançaise, un vibrant hommage dans le respect, la dignité et l'honneur.

La fédération des anciens combattants, par la voix de Jean Vignoboul, ancien combattant, et le Parti communiste français, par Marie-Claude Manera, ont retracé le courage de ce jeune garçon mort pour la France. La municipalité de Lafrançaise était, comme tous les ans, associée à cette manifestation. Une réception était organisée à l'issue de la cérémonie. »

Page suivante vous avez un autre aspect de l'hommage à ce même jeune, où là aussi Jean Vignoboul occupe la première place. C'est au collège Ingres (autrefois le lycée).

Quand Jacques Latu publie un livre² sur les deux jeunes Louis Sabatié et Ernest Bonnet, il va lui aussi faire référence à une intervention de Jean Vignoboul.

*C'est dire si l'histoire de ce jeune a été la référence de sa vie ! Vous avez déjà noté qu'écrivant **les mots pour la fin**, c'est à l'allocution que nous reprenons, qu'il nous renvoie.*

² Jacques Latu, La résistance au lycée Ingres de Montauban 1940-1944, Comité départemental de l'ANACR, 2009. Un livre parfaitement bien réalisé qui apporte documents et photos de la plus haute importance.

Voici qui était Louis Sabatié d'après le livre de Maurice Oustrières³, son ami :

« Sur le plan physique, il constituait une exception : mesurant près d'un mètre quatre-vingt, il pesait quatre-vingts kilos ce qui en ces années là, n'était pas monnaie courante. Autre aspect singulier de sa personnalité : cet excellent élève était aussi un grand chahuteur, ce qui plongeait la plupart de ses professeurs dans une grande perplexité. Nous autres (je veux parler de la petite bande qui avec lui, venait de fonder la Phalange Anti-Nazie), nous l'aimions beaucoup. Je pourrais – mais ce n'est pas mon sujet – citer cent anecdotes dans lesquelles, déjà, Louis avait joué un rôle essentiel.

Par-dessus le marché, c'était un très beau garçon aux cheveux d'un blond roux, dont nous envions les succès féminins. Mais, à l'époque qui nous intéresse, il avait, en matière amoureuse, fait un choix définitif : il s'était fiancé avec Yvette Bize, jolie blonde à la taille de guêpe, et envisageait le mariage. Donc, la nature avait généreusement accordé à Louis Sabatié tous les dons, sans oublier un courage et une générosité à toute épreuve. »

Voici un souvenir de Paulette Vignoboul : « Louis Sabatié et Georges Kaminka avaient passé la nuit chez ma mère au deuxième étage, 83 Faubourg Lacapelle à Montauban. Le logement de ma mère servait de lieu de rencontre à ces jeunes résistants. Je revois la scène, le matin après le petit-déjeuner : Louis se rasant à côté du canapé dans notre petite cuisine disant tout haut en se regardant dans la glace : « Louis Sabatié, futur fusillé ». Et lui de rire. Georges, vêtu d'une grosse canadienne, cachait, avant de prendre l'escalier, du matériel de sabotage. »⁴

³ Maurice Oustrières, *La nuit montalbanaise, 1940-1944*, Editions Alan Sutton, 2004

⁴ Témoignage repris du livre de Jacques Latu.

**ALLOCUTION DE Mr. JEAN VIGNOBOUL
POUR LE 40ème ANNIVERSAIRE DE LA
MORT DE LOUIS SABATIE
Février 1984**

Le 17 Février 1944, à 17h20, dans la cour de la prison Saint-Michel à Toulouse, Louis Sabatié tombait sous les balles d'un peloton d'exécution.

Il y a donc 40 ans, jour pour jour, aujourd'hui, nous sommes en effet dans l'année du 40ème anniversaire de la Libération et l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, au nom de qui je parle, a voulu que les évènements qui jalonnèrent cette année importante entre toutes, soient célébrés avec tout l'éclat souhaitable. Car la Résistance fut un grand mouvement national, né dès 1940, de groupes séparés s'ignorant les uns des autres, qui furent le point de départ, les diverses sources de ce qui allait devenir, en cette année 1944, un puissant fleuve dont le courant entraînait les masses profondes de notre peuple, un grand mouvement qui appartient désormais à notre histoire nationale, dont il a, à travers une situation en tous points sans précédent, exprimé la continuité, en combattant pour des valeurs et des principes hautement affirmés par la Révolution Française et qui ont aujourd'hui un sens universel. Ce pour quoi nous qui sommes encore présents, acteurs à notre modeste place, et donc témoins, avons le devoir de le rappeler à la mémoire collective de la Nation.

Qu'on nous entende bien ! Il ne s'agit pas de présenter une image d'Epinal de la Résistance, ni les Résistants comme des hommes d'exception, bravant sans peur tous les périls. Bien au contraire. Dans leur

immense majorité c'étaient des hommes et des femmes comme les autres, aux prises avec des difficultés de l'existence quotidienne et ces difficultés étaient nombreuses. Mais ils portaient en eux, souvent confusément, le refus de la servitude, le refus que leur pays soit livré à la loi nazie. Ils cherchaient, dans l'obscurité de l'occupation, des hommes et des femmes animés des mêmes sentiments. C'était ainsi que s'amorçait souvent l'aventure clandestine, où chacun s'engageait à son heure, quand les circonstances l'y amenaient et qu'il vivait à sa manière, avec le danger cheminant à ses côtés, dans l'ombre d'où il pouvait inopinément surgir. Et c'est alors, lorsqu'ils tombaient sous la main impitoyable de l'occupant ou de ses valets vichyssois, face à l'instrument du martyr et de la mort, que certains ont trouvé en eux une force qui les élevait au dessus d'eux mêmes, de leur destin maintenant fixé, pour que cette suprême épreuve devienne leur ultime victoire. Ces hommes et ces femmes sont vraiment des héros. Louis Sabatié est de ceux-là.

Ceux qui ont connu Louis, dans ces années de lutte clandestine, ne sauraient oublier ce jeune homme à la personnalité affirmée, aux idées claires et à la résolution sans faille. Elevé par sa mère, institutrice laïque, il tenait d'elle l'amour de la justice et de la liberté.

Révolté par l'antisémitisme il avait un jour, au lycée, infligé une correction à un "compagnon de France", élève dans sa classe, qui s'en était pris à un jeune israélite, plus faible et désarmé. Ayant adhéré en 1940 aux Jeunesses Communistes, Louis ne tardait pas à faire preuve d'initiative et de sens de l'organisation. Décidé à mener la lutte, il fonde avec quelques uns de ses camarades, la PAN, la "Phalange Anti-Nazie" qui diffuse des tracts, publie un journal clandestin "L'Étincelle", établit de

fausses cartes d'identité préfectorales utilisées dans toute la région. En novembre 1942 la zone dite libre est à son tour occupée. Les officiers et les soldats verts de gris font leur apparition dans nos rues. Louis comprend alors qu'il faut se battre ; il adhère aux F.T.P., aux Francs-Tireurs et Partisans Français et participe ainsi à la fondation de leur premier maquis. Lui même et son petit groupe font, entre autres, sauter l'Office de Placement allemand en décembre 1943. Le 2 février 1944, dans la nuit déjà avancée il se rend à proximité de la Soldatenheim, place Lalaque, muni d'un revolver et de deux grenades. Un agent de police, de garde à proximité l'ayant aperçu, fonce en vélo derrière lui et tente de l'arrêter. C'est le drame. Louis pour se dégager tire, l'agent est blessé, mortellement, mais il aura le temps avant de mourir de donner le nom de celui qu'il a reconnu et Louis sera arrêté le lendemain au lycée Ingres où il avait un poste de surveillant. Son épreuve suprême commençait : les sévices au commissariat de police, son internement à la prison de Beausoleil et le 17 février son transfert à la prison Saint-Michel à Toulouse. C'est le temps des cours martiales instaurées par Joseph Darland, grand maître de la Milice, affolé par le développement de la lutte patriotique, le temps des cours martiales c'est-à-dire des assassins affublés d'une toque de juge. En quelques minutes Louis Sabatié est condamné à mort. Il a le temps d'écrire deux lettres, dont l'une très émouvante à sa mère. Et il tombe sous les balles de la Milice.

Mais il a remporté son ultime victoire ; son souvenir est vivant parmi ceux qui continuent son combat. Le principal maquis FTP du département porte son nom. Et ce maquis se bat : sabotages répétés de la voie ferrée Toulouse-Paris entre Albias et Réalville qui, dès la mi-juillet 1944, la rendent pratiquement inutilisable, coup de

main à Lavilledieu contre un train ennemi, sous les ordres de Lucien Naulet dit "Maurice" et de Georges Estival dit "Lucien" qui se solde par une vingtaine de prisonniers allemands et, au retour, le combat de Réalville contre une colonne allemande où le détachement à deux tués, Rodriguez et Virazels. La libération venue, c'est la formation du Bataillon de Marche Louis Sabatié sous les ordres des commandants Sylvère et Robert Péliissier alias "Ricou" qui poursuit, pour une partie, le combat à la Pointe de Grave où les nazis se sont retranchés, et pour l'autre partie, la campagne avec l'armée De Lattre qui l'amènera jusqu'en Allemagne, à la victoire. Louis était selon le mot du poète de ces morts qui sont des vivants mêlés à nos combats.

L'action dans la Résistance que Louis avait entreprise avec la détermination et l'abnégation qui étaient des traits essentiels de sa personnalité ne saurait être dissociée de son engagement politique qui fut une de ses motivations profondes.

Nous étions un certain nombre dans cette génération, née au début de l'après guerre, celle de 14-18, à partager la vision des événements et la conception de l'avenir qui étaient les siennes. Cela ne saurait étonner ceux qui veulent bien réfléchir au contexte historique de l'époque. Cette génération était venue à la conscience du monde au moment de la montée du péril hitlérien en Allemagne, de la succession des espoirs et de l'échec du Front Populaire en France, du drame de la République espagnole submergée par la subversion franquiste avec l'appui décisif des armes et des troupes fascistes et nazies, et elle constatait, cette génération, la faillite d'un régime et de ses dirigeants qui, soit par faiblesse, par lâcheté ou pour certains d'entre eux par complicité avec le nazisme, préféraient l'abandon à la lutte. Ainsi s'effondrait sous

nos yeux une République qui avait eu sa grandeur et ses mérites mais qui atteignait ses limites, dépassée par la violente tempête d'une époque impitoyable. Ce naufrage posait donc à tout patriote qui refusait la servitude et l'idéologie nazies, le problème de l'avenir de son pays. Il ne s'agissait pas seulement de vaincre, d'assurer l'indépendance nationale mais il fallait aussi tirer les leçons du drame pour préparer l'avenir.

Or, pendant que la France était ainsi plongée dans le malheur, l'Union Soviétique supportait de 1941 jusqu'au débarquement allié, le poids principal sinon unique de la guerre, et l'Armée Rouge venait de remporter à Stalingrad une victoire d'une importance capitale sur la machine de guerre hitlérienne qui paraissait jusque là invincible. Cela pesait dans la balance de nos choix et nous n'étions pas les seuls dans la nuit de l'occupation à prendre en considération les idées et la société qui paraissaient donner à ces peuples soviétiques de puissantes raisons de se battre avec cette vigueur pour libérer leur pays de l'envahisseur.

Mais, depuis lors, l'histoire a continué de couler, apportant des différentes parties du monde, un flot d'évènements qui ne pouvaient manquer d'être pour chacun d'entre nous des objets de réflexion et des sujets de méditation sur les problèmes de la liberté et des droits de l'homme, de la démocratie, du rôle et de la place des travailleurs dans la société, de l'indépendance des nations et de l'épanouissement de leurs cultures. Comment pourrions-nous échapper aux interrogations qu'ils apportent avec eux, aux débats inévitables sur leur signification profonde, à l'examen sans complaisance du sens même de notre vie, avec la volonté de rester fidèle à la source à travers les vicissitudes et les dures expériences d'hier et d'aujourd'hui ?

Et nous sommes certains que, comme nous, avec esprit de responsabilité, avec lucidité et avec courage, Louis aurait lui aussi apporté sa propre réponse, après avoir cherché le chemin qui lui aurait paru le plus digne et le plus sûr au regard des valeurs fondamentales auxquelles il était attaché et qui étaient ses raisons essentielles de combattre et de mourir.

C'est pourquoi, par souci de ne pas solliciter sa mémoire et de risquer ainsi une interprétation pour le moins incertaine du sens de son sacrifice, nous disons simplement que son engagement était l'expression d'un idéal à base de générosité et de justice qui sous-tendait son exigence d'une société d'où seraient bannies toute oppression et toute exploitation de l'homme.

Quarante ans ont donc passé, nous n'avons pas oublié Louis. "Il y a quarante ans, la Libération" : ce sera un des titres des journaux au cours de cette année. La Résistance est entrée dans les manuels d'histoire. Elle est l'objet de controverses, de débats, d'études, de prises de position ; quoi de plus naturel dans un pays où règne une totale liberté d'expression. Mais nous ne pouvons rester muets lorsqu'on tente, pour des raisons souvent peu avouables, de la dénaturer, ou de la défigurer, quand, par exemple, le défenseur de Klaus BARBIE jette une ombre sur la mémoire de Jean MOULIN, premier président du Conseil National de la Résistance et met en cause ses proches camarades de combat ; non seulement c'est un mensonge mais aussi une tentative inacceptable de réhabiliter les bourreaux. Que la Résistance n'ait pas échappé au sort des entreprises humaines, c'est évident nous l'avons dit, elle a eu ses rayons et ses ombres. Mais ces dernières ne sauraient cacher l'essentiel.

D'abord qu'elle était inéluctable : un peuple comme le notre ne pouvait pas ne pas refuser la servitude associée à une idéologie aussi barbare aussi inhumaine que le nazisme, monstrueux assemblage de racisme, d'antisémitisme, d'exaltation de la "race pure" qui parvenait au bout de sa logique dans la mort industrielle des chambres à gaz et les fumées des fours crématoires. Avec ses rayons et ses ombres, la Résistance a tout de même été l'honneur de notre pays. Cela ne saurait être oublié. Dans cette lutte gigantesque qui a embrasé le monde entier, elle a situé la France dans le camp de la liberté et a levé tous les doutes qui pouvaient exister quant au choix de notre peuple. Qu'on songe aux conséquences morales et politiques sur le plan international si nous eussions attendu passivement l'issue des combats. Enfin grâce à la puissance de la mobilisation intérieure au cours de l'année 1944 et qui ne fut possible que par l'action clandestine multiforme menée tout au long de ces quatre années, la Résistance a joué un rôle décisif dans la Libération de notre pays, avec le minimum de destructions et de ruines. Ce n'est pas un de ses moindres mérites.

On comprendra donc notre ténacité à vouloir faire connaître aux nouvelles générations, notamment, l'enjeu capital de cette lutte, les motivations profondes des acteurs, en un mot l'action de la Résistance dans son contexte pour aider à comprendre et à apprécier le rôle qui fut le sien dans cette période historique. Cela nous paraît une tâche essentielle à laquelle nous contribuons aujourd'hui en saluant avec respect et émotion la mémoire de Louis Sabatié.

Face au racisme

L'importance d'un appel

L'appel à la fraternité paru dans « La Dépêche » du 3 décembre [1985] constitue un événement d'une grande importance. Il est le prolongement de l'appel national lancé le 15 novembre par des organisations et associations humanitaires très diverses et toutes les confessions, les signataires formant ainsi le rassemblement des autorités morales parmi les plus respectées de notre pays.

La Ligue des Droits de l'Homme s'honore d'avoir pris sa part dans cet événement. Née il y a près d'un siècle dans le combat contre l'antisémitisme, dans le déroulement de l'affaire Dreyfus, elle n'a cessé, depuis lors, de lutter contre la discrimination et la haine raciales. La section de Montauban s'est efforcée de remplir à cet égard toutes ses responsabilités. En Octobre 1980, elle a pris l'initiative de la manifestation, condamnant l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic et en novembre 1983, du rassemblement de protestation contre le crime odieux dont fut victime le jeune Algérien Habib Grimzi dans le train Bordeaux-Vintimille.

Aussi, se félicite-t-elle aujourd'hui que sa démarche ait rencontré l'accord unanime que traduit l'appel départemental.

Toutes les associations et confessions signataires ont donc jugé indispensable de s'adresser à la population. A cette fin, elles organisent la conférence de presse qui se tiendra le jeudi 12 décembre, à 17h30, à la Maison de la Culture de Montauban (salle P.-Bayrou). Chacune des associations, chaque confession, exprimera les raisons qui lui sont propres de refuser l'intolérance, la discrimination et le racisme, d'affirmer le respect de l'autre, de reconnaître à tous les mêmes droits à la justice, à la liberté et à l'égalité.

Il est souhaitable que cette manifestation qui réunit pour la première fois dans notre département une aussi large représentation des courants humanitaires et religieux pour une cause aussi légitime que celle de la fraternité et de la solidarité humaines ait tout le retentissement qu'elle mérite. Ce succès doit être le point de départ d'un grand mouvement qui, désormais possible, doit, demain, s'affirmer pleinement.

**JEAN VIGNOBOUL, PRESIDENT DE LA SECTION
DE MONTAUBAN DE LA LIGUE DES DROITS DE
L'HOMME.**

Le cas Jean-Paul Kaufmann

Rassemblement du 12 mars 1986
à Montauban : allocution de Jean Vignoboul,
pour la L.D.H. 82

Au moment, où nous sommes réunis ici, en ce lieu symbolique pour notre ville, se déroule à Paris une manifestation des amis de Jean-Paul Kaufmann et des familles des otages français au Liban. L'appel lancé par les organisateurs déclare vouloir ainsi « susciter un grand rassemblement d'unité nationale et de solidarité envers les huit français aujourd'hui détenus au Liban ».

Cet appel s'adresse en outre « à toutes les grandes organisations professionnelles et syndicales, aux principales familles politiques religieuses ainsi qu'à toutes les personnes qui se sentent concernées. »

Nous avons pensé de notre devoir d'appuyer cette manifestation pour montrer que c'est tout le pays qui se rassemble face à cette tragique épreuve. Devant cet attentat, extrêmement grave, aux droits essentiels de tout être humain, la Liberté et la Vie, la Ligue des Droits de l'Homme se trouve interpellée. Soucieuse en toutes circonstances de mobiliser l'opinion la plus large pour la sauvegarde des valeurs fondamentales de notre société, elle se devait de prendre ses responsabilités. Certes, nous avons conscience de l'impuissance qui est la notre de changer le cours des événements, du moins dans un proche avenir, Mais devons-nous pour autant, rester passifs ? Ce n'est pas là notre manière de réagir aux événements !

Ainsi, ce soir, nous sommes ici pour exprimer les sentiments et idées, qui, nous semblent-il, doivent être affirmés avec force.

D'abord notre solidarité aux familles des otages. Nous comprenons le drame qu'elles traversent, sachant combien sont précaires et éprouvantes les conditions d'existence d'êtres qui leur sont chers, enfermés nuit et jour, depuis des mois sans cesse menacés dans leur vie même. Tout particulièrement, notre pensée va à la famille de Michel Seurat dont nous ne savons pas à l'heure actuelle s'il est vivant ou mort et nous sommes révoltés par cette forme particulièrement odieuse de torture morale qu'un groupe fanatique inflige ainsi à des personnes innocentes et sans défense. C'est d'autant plus révoltant que Michel Seurat, scientifique passionnément intéressé par l'Islam, s'était, pour cette raison, attaché au Liban. Il faut donc que les familles sachent qu'elles ne sont pas seules dans l'épreuve. Nous leur ferons parvenir notre message. Elles sauront qu'à Montauban nous sommes avec elles.

En second lieu, nous voulons croire encore que les otages peuvent être sauvés. Nous avons suivi, dans la mesure où nous en avons été informés, les démarches entreprises depuis 8 mois par les autorités de notre pays pour tenter d'obtenir leur libération. C'était une tâche difficile face à des groupes irresponsables, grisés par le pouvoir que donne le chantage à la mort sur des êtres innocents, des groupes plutôt prêts à la surenchère qu'au compromis, remettant sans cesse en cause les conditions d'un accord sur le point d'être conclu, en réalité décidés à humilier un pays, à lui dicter leur loi. Malgré cela, malgré les échecs subis jusqu'ici, nous pensons qu'il faut poursuivre les tentatives dans toutes les directions possibles, dans le sens d'un compromis honorable, pour obtenir une décision positive, mais évidemment sans rien céder quant aux principes sur lesquels se fonde le fonctionnement démocratique de notre pays.

De là découle en troisième lieu, pour le gouvernement, la nécessité d'affirmer, comme il l'a fait, de ne pas céder sur l'essentiel, l'essentiel étant que la politique de la France ne saurait être soumise au chantage de quiconque. C'est sur ce point capital que notre peuple doit être ferme et résolu, car nous aurions tort de penser que la faiblesse, la capitulation sans condition sauverait la vie des otages et que la page serait ainsi heureusement tournée. L'histoire nous montre qu'il n'en est rien : si par malheur notre pays cédait sur l'essentiel, alors, cette forme odieuse et cruelle du terrorisme, encouragée par les succès ainsi obtenus, reprendrait de plus belle pour extorquer à un pays affaibli dans son crédit et dans son autorité morale, les pires concessions.

Céder sur l'essentiel, ce serait reconnaître au terrorisme un avantage décisif sur la démocratie. Or les groupes fanatiques ont choisi leur moment pour exercer leur pression, intervenant à leur manière dans la campagne électorale.

C'est ce piège qu'il nous faut déjouer.

Par delà le débat d'idées et de programme – légitime en toute démocratie – notre peuple doit, dans cette épreuve, affirmer sa détermination et son unité. C'est aujourd'hui la seule garantie solide pour nous préserver à l'avenir de plus grands malheurs encore.

Nous allons maintenant faire connaître à tous les intéressés, le sens de notre manifestation, en espérant qu'elle sera un élément de grand rassemblement, d'unité nationale et de solidarité, qu'attendent tous ceux qui se mobilisent aujourd'hui pour sauver les otages et remporter ainsi un succès important sur la violence et le terrorisme.

La venue d'Arthur et Lise London

Article de La Dépêche :

Le témoignage d'Arthur London

Créé pour venir en aide aux victimes de la répression, le comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie a tenu, l'autre soir, à l'Ancien Collège, une réunion-débat pour soutenir la libération de Vaclav Havel et de ses camarades de la Charte 77. Deux exposés ont précédé le débat conduit par Arthur London et son épouse, Lise, membres du comité national.

Le premier exposé, celui de Jean Vignoboul, avait pour objectifs de situer le comité et de préciser son orientation. En rappelant les événements, qui ont marqué la vie de l'auteur de « L'Aveu », M. Vignoboul a placé au centre de la soirée la condamnation du totalitarisme.

« C'est notre contribution à l'édification d'un socialisme différent de celui que l'on connaît à l'Est », a-t-il déclaré, en ajoutant : « nous voulons un socialisme ouvert, responsable et démocratique ».

Mme Monique Murciano a consacré son exposé à la situation en Tchécoslovaquie, à la répression qui a suivi le Printemps de Prague et qui sévit actuellement dans ce pays. Elle a apporté les informations sur le procès de V. Havel et de ses camarades, et sur les conditions dans lesquelles il s'est déroulé, déclarant en conclusion que la solidarité affirmée aux prisonniers pourrait être de nature à modifier leur sort.

Au cours du débat, Arthur et Lise London ont répondu à de nombreuses questions sur ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, sur la situation d'aujourd'hui, et sur ce qu'on peut espérer du socialisme international.

La réunion s'est achevée par l'adoption du texte d'une lettre adressée à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Le montant de la collecte, effectuée en fin de soirée (1 440 Fr.), sera consacré en partie au financement de la campagne lancée par le comité national, en partie à l'aide aux familles des condamnés.

Le 12 mai 1990

A Montauban, manifestation historique

Ce jour-là, le maire de Montauban, Hubert Gouze refuse, la salle du Marché-Gare à Jean-Marie Le Pen et une manifestation est décidée pour appuyer cette décision. Coïncidence du calendrier, cette manifestation aura lieu après des profanations de tombes juives au cimetière de Carpentras. Il n'est pas inutile de préciser, comme l'indique le document page suivante, que le refus d'Hubert Gouze n'a pas été immédiat.

Mais une fois le refus affiché, le rassemblement fut très bien organisé et la manifestation est entrée dans l'histoire.

INSUPPORTABLE ! INSUPPORTABLE !

LE PEN

A MONTAUBAN

NON ! Nous ne pouvons accepter sans réagir la venue de LE PEN, le Mardi 12 Janvier à MONTAUBAN.

LE PEN n'est pas un *détail* dans la vie politique.

Son mouvement, Le Front National, prône une politique d'exclusion, de haine et de discrimination raciale.

Face à LE PEN la Démocratie, la Liberté, l'égalité et la Fraternité sont en danger.

SAMEDI 9 JANVIER à 14 H 30 - Halle Ligou - Place Trax Paris (Statue Pénélope), marquons notre détermination à maintenir les valeurs de la Démocratie et à combattre l'idéologie d'extrême droite.

Collectif d'individus contre
la venue de LE PEN à MONTAUBAN.

Ont été contactés: C.G.T. C.F.D.T. F.E.N. F.O. SOS RACISME,
Ligue des Droits de l'Homme. M.R.A.P. P.S. P.C. M.R.G. P.S.U.
Collectifs Lycéens...

A cette occasion La Dépêche publiera de Jean Vignoboul, porte-parole du collectif⁵, le portrait suivant qui est fidèle au personnage.

Portrait de La Dépêche

Il ne recherche pas les honneurs. Mais cet après- midi, il sera le seul à prendre la parole face à des centaines et des centaines de personnes au nom du collectif Montauban-Egalité. Le président de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme Jean Vignoboul, ancien professeur de mathématiques, ne se sent nullement impressionné par cette tâche exaltante : mobiliser pour la démocratie, lui qui, dès l'adolescence, fut profondément marqué par la guerre d'Espagne et sa cohorte de réfugiés, brisés par l'oppression franquiste. Réfractaire du travail obligatoire en 1943, il affirme son engagement pour la liberté en entrant au maquis Louis Sabatié, artisan de la libération de Tarn-et-Garonne.

Il se veut aussi au service de la cité. A ce titre, il est élu conseiller municipal en 1947, puis adjoint au maire de Montauban, de 1965 à 1977. Avec une fierté légitime, Jean Vignoboul conduit un mouvement qui a réussi à fédérer cinquante et une associations démocratiques. « Ce 12 mai ne sera pas sans lendemain », promet-il.

⁵ Membres du collectif : Ligue des Droits de l'Homme, C.V.R., ANACR, FNDIRP, MRAP, LICRA, ACIM, AJC, SOS racisme, Frères de Hommes, ICEM, France plus, Non-Violence 82, AMAE, Association des amis du gens de voyage, Planing Familial, CDAL (SNI-PEGC, FCPE, DDEN, FOL), CEMEA, JPA, SOS drogués, CIDF, PS, MJS, PCF, MJC 82, MRG, LCR, Verts, A Gauche Toute, Association des démocrates, Jeune République, CGT, CFDT, FO, Indecossa-CGT, CFTC, AREV, Comité Rio Blanco-Montauban, UFAC, AFTRAM, MJRG.

**ALLOCUTION DE M. VIGNOBOUL AU NOM
DU COLLECTIF "MONTAUBAN EGALITE"
Manifestation du samedi 12 mai 1990**

Vous avez répondu massivement à notre appel, montrant par là, à quel point vous avez conscience des impérieuses exigences du moment. Nous vous en remercions. Nous, c'est-à-dire, le Collectif MONTAUBAN EGALITE, formé par la réunion de 51 associations, organisations et partis. Leur nombre même exprime leur extrême diversité, cette diversité plus que jamais nécessaire devant la complexité des temps présents et les bouleversements de tous ordres qui, en cette fin de siècle, multiplient les remises en question.

La diversité n'est pas concevable sans la liberté d'expression, fondamentale dans toute société démocratique. Sur ce point nous sommes, unanimes et sans réserve, décidés à la défendre. Et c'est pour la défendre que nous sommes là aujourd'hui. Pourtant nous approuvons le maire de notre ville, M. Hubert GOUZE et sa municipalité d'avoir refusé une salle municipale au Front National et à LE PEN. Ce refus a la valeur d'une mise en garde.

On ne peut défendre la démocratie en faisant des concessions à ceux qui veulent la détruire. L'Histoire est éloquente à cet égard : il n'est que de se souvenir comment en utilisant les faiblesses de la République de Weimar, Hitler et le parti nazi parvinrent au pouvoir en 1933.

Oui le Front National est un parti dangereux pour la démocratie. Il multiplie les campagnes d'excitation à la haine raciale, en particulier en désignant les immigrés comme des fauteurs d'insécurité et de violence. Ce faisant il commet un double attentat contre notre société : il

tente de la cloisonner en y dressant des murs d'incompréhension et de méfiance, et il suscite des crimes racistes qui, à leur tour, dégradent le climat général. Il n'est que temps d'arrêter ce cycle redoutable.

Seulement il ne suffit pas de prendre des mesures pour stopper l'immigration clandestine et nous enfermer dans des frontières dont l'étanchéité sera toujours relative, il faut, et c'est l'essentiel, mener une véritable politique d'intégration des communautés qui résident légalement dans notre pays.

Le vrai problème, à cet égard, est moins celui de l'immigration que celui des inégalités grandissantes avec leur cortège de marginalisations, de chômage, de mal-vivre et de misère. Agir sur la réduction de ces inégalités dans tous les domaines (accès à l'école, au travail, au logement, à la citoyenneté, aux prestations sociales et aux soins), voilà une partie de la réponse au malaise de la société qui nourrit la démagogie d'extrême-droite. Cette démagogie n'hésite pas davantage à utiliser l'antisémitisme, monstre sans cesse renaissant dans notre société. A la fin du siècle, il inspirait les campagnes haineuses des cercles ultranationalistes et de la Ligue dite patriote lors de l'affaire DREYFUS. Il devait conduire les nazis au génocide que l'on sait. Mais cela ne gêne pas LE PEN et ses amis.

Du calembour, au sujet des fours crématoires, au "détail" des camps d'extermination, ils tentent de troubler la mémoire de notre peuple et de jeter le doute sur la réalité des atrocités commises au nom de la race pure. Or les mots ne sont pas innocents, ils conduisent aux actes et à quels actes L'odieuse profanation de sépultures au cimetière israélite de Carpentras est un signal d'alarme que nous ne pouvons pas ne pas entendre. La première moitié de ce siècle nous a appris la

logique implacable du verbe à la pratique. Cela doit nous amener à réfléchir sur les devoirs d'une société démocratique relativement à la sécurité et au respect de tous ses membres. En particulier les moyens de communication – presse-radio-télévision – dont la responsabilité grandit avec la puissance, doivent faire preuve, dans leur mission légitime d'information, d'une plus grande rigueur à l'égard de la propagation des thèmes d'exclusion et de haine, ainsi que des tentatives de falsification de l'Histoire.

A Lyon, pourtant haut-lieu de la Résistance, le révisionnisme pro hitlérien en arrive à nier l'existence des chambres à gaz, suscitant la protestation indignée du maire Michel NOIR.

C'est à Lyon aussi que LE PEN ose inviter l'ancien Waffen SS SCHÖNHUBER. Un ancien SS, certes, mais aussi et surtout le chef de l'extrême droite allemande revancharde et pangermaniste, qui annonce ouvertement son projet du retour aux frontières du grand Reich hitlérien de 1938. Des néofascistes italiens à ceux de l'Allemagne, les amis européens du Front National nous avertissent clairement du danger.

Notre devoir est donc de faire face et de nous mobiliser pour faire échec à l'entreprise de subversion. Mais, pour sortir victorieuse de l'épreuve, la démocratie ne saurait s'accommoder de concessions à l'affairisme, d'amnisties aux intentions équivoques et, en tout cas, aux effets délétères, qui sapent les bases de la confiance populaire pour le plus grand profit de ses ennemis.

Pourtant la France ne saurait marcher à contre-sens de l'Histoire à l'heure où la vague démocratique déferle en Europe de l'Est, remporte des succès indéniables en Amérique latine et s'étend jusqu'à l'Afrique du Sud où

l'apartheid commence à trembler sur ses bases. Comment pourrait-il en être autrement ?

A l'époque où les nuages radioactifs n'ont pas besoin d'autorisation pour transgresser les frontières, les replis nationalistes et les chauvinistes de tous bords sont hors de raison et doivent céder la place au besoin universel de nouvelles solidarités.

De même qu'il serait illusoire de considérer les mesures protectionnistes en matière d'immigration comme une solution satisfaisante et définitive, alors qu'elles ne sont tout au plus qu'un palliatif fragile, tant que les inégalités dans la répartition des richesses continueront de s'accroître au détriment de l'immense majorité de l'humanité, plongeant le Tiers-Monde dans un dénuement sans espoir.

Voilà ce que nous sommes venus exprimer par notre manifestation, dans notre unité et dans notre diversité.

Nous allons maintenant marcher dans la ville.

Nous nous arrêterons devant la plaque des Martyrs pour y déposer une gerbe, à la mémoire des patriotes pendus par les nazis en juillet 1944, qui sont morts pour une cause qui est toujours la nôtre.

Nous ferons halte devant l'Hôtel de Ville, dans un lointain passé berceau de la démocratie et qui en demeure le lien hautement symbolique.

Nous allons marcher dans la ville, accompagnés par la foule invisible mais toujours présente de ceux qui, il y a deux siècles, exprimèrent si bien leur idéal de liberté, d'égalité et de fraternité dans la Déclaration des Droits l'Homme et du Citoyen, cet idéal qui est et qui restera le ressort de nos combats d'aujourd'hui et de demain.

**Introduction à l'Assemblée générale de
l'ANACR de Tarn et Garonne
(Association nationale des Anciens
Combattants de la Résistance)
le 23 mai 1993
salle des fêtes de Falguières, Montauban**

Nous voici parvenus au seuil des années cinquantes :

- le 2 février 1943, le tournant de la guerre avec la reddition à Stalingrad de l'armée de Von Paulus

- le 27 mai, la formation et la réunion initiale du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) sous la présidence de JEAN MOULIN lui-même arrêté par la Gestapo le 21 juin suivant, torturé et mort du fait de la torture sans avoir parlé

- 1944 année du débarquement en Normandie (6 juin) et des combats pour la libération (le 19 août, la libération de Montauban)

- enfin 1945, le 8 mai la capitulation de l'Allemagne nazie et la victoire des forces alliées et de la démocratie sur le fascisme.

Nous étions jeunes à cette époque ; les septuagénaires que nous sommes pour la plupart aujourd'hui avaient à peine 20 ans alors ; avec nos aînés pour beaucoup maintenant disparus, nous étions ces générations qui ont dû affronter ce problème redoutable : comment sortir de la situation découlant du désastre

militaire et politique de juin 1940 ? Or, en ce demi-siècle en voie de s'écouler, se manifeste un intérêt nouveau pour cette période et plus précisément sur la nature de l'Etat de Vichy. Deux livres viennent en effet de paraître : un sur Laval et le "Pétain" de Marc Ferro, et deux films "L'œil de Vichy" de Claude Chabrol et le "Pétain" de Marbeuf. Ainsi s'ouvre un débat d'un intérêt capital et dans ce débat, qui, mieux que la Résistance, pourrait apporter une contribution irréfutable.

Il s'agit essentiellement de dégager le rôle du pouvoir vichyssois souvent présenté, à travers sa "collaboration" avec le nazisme, comme un bouclier protégeant notre peuple, alors qu'il a été avant tout et d'une manière délibérée, l'expression de pouvoir du fascisme français. Il faut rappeler en effet qu'avant la guerre, la France est le seul grand pays du continent ouest-européen à avoir brisé l'assaut fasciste, en particulier le 6 février 1934, en résistant à la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes devant la Chambre des Députés et, par la suite, grâce au succès du Front populaire. Mais le fascisme reste puissant avec son idéologie, ses chapelles, ses mouvements et partis : l'Action française de Maurras, le P.P.F. de Doriot, le R.N.D. de Déat, les Francistes de Bucard et d'autres, réunis dans leur haine commune de la démocratie, l'exaltation du nazisme, la xénophobie et l'antisémitisme par les campagnes de leurs journaux comme *Candida* et *Gringoire* et un slogan déjà éloquent "Plutôt Hitler que le Front Populaire".

C'est un véritable complot qui se développe non seulement contre la République mais contre la nation : préparer la défaite comme condition de la prise du

pouvoir. Cette stratégie - avec la complicité d'une partie des hommes politiques de la IIIème République - se développe à travers l'activité du Comité France - Allemagne de l'hitlérien Otto Abetz, avec lequel collabore déjà De Brinon qui sera par la suite ambassadeur de Vichy auprès des autorités d'occupation à Paris. Nul n'a mieux traduit les aspirations de ce camp de la trahison que Maurras accueillant la défaite et la soumission du pays au nouvel Etat comme une « divine surprise ».

Ce n'est donc pas pour protéger notre peuple des conséquences de la défaite que sous la houlette de Pétain les fascistes français sont au pouvoir, mais pour appliquer leur politique et ils n'ont pas besoin de la pression de l'occupant nazi pour la mettre en œuvre : le 17 juillet 1940, c'est l'interdiction de la fonction publique à tout fonctionnaire de père étranger, le 22 juillet, la révision de toutes les naturalisations obtenues depuis 1927 et les retraits de nationalité en conséquence, le 27 août, l'abrogation de la loi Marchandeaupunissant les actes antisémites et le 3 octobre, la loi Alibert sur le statut des juifs, excluant de fait ces derniers de la communauté nationale. Suivront la suppression des Conseils généraux, la nomination des Maires, l'organisation corporatiste du travail, la mise en place d'un quadrillage policier du pays, le contrôle de la presse désormais soumise aux ordres du gouvernement. Xénophobie, antisémitisme, haine de la démocratie, le nouveau pouvoir est bien le cousin idéologique du nazisme.

Il ne fallait rien moins que le képi de Pétain pour masquer à notre peuple le vrai caractère de Vichy. On l'utilisa à plein.

Pour la légitimité d'abord : grâce à la forfaiture de l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940, Pétain se fit attribuer le pouvoir de préparer une nouvelle

Constitution à la France, mais de quelle France pouvait-il être question ? Les conditions de l'armistice l'avaient découpée en morceaux : l'Alsace-Lorraine annexée de fait, la région du Nord zone interdite, tout l'ouest du pays, Paris compris, jusqu'au golfe de Gascogne, zone occupée - Vichy ayant autorité sur le reste, dite zone libre. A partir de là, le culte du "Maréchal" se donna libre cours. On emboucha toutes les trompettes : le vainqueur de Verdun, pour s'assurer des anciens combattants (ils étaient encore 3 millions) faisait don de sa personne à la France (laquelle ?), les plus hautes autorités ecclésiastiques se mêlaient au concert : le cardinal Gerlier, l'accueillant à Lyon, n'hésitait pas à proclamer "Pétain, c'est la France et la France, c'est Pétain".

Comment notre peuple désorienté par la brutalité et la soudaineté de ces évènements, avec 1 800 000 prisonniers, retenus en Allemagne, aux prises avec les problèmes de sa vie quotidienne, pouvait-il prendre la mesure de la situation et d'emblée se dresser contre ce régime qui prenait grand soin de s'avancer masqué ?

Mais les masques ne pouvaient manquer de tomber. En 1942 Laval souhaite la victoire de l'Allemagne. Vichy participe à la "solution finale" des idéologues hitlériens en associant sa police à la rafle des juifs, celle du Vel d'Hiv le 17 juillet 1942. Il se comporte en véritable allié du nazisme en l'aidant de toutes les manières à son effort de guerre et par la répression féroce à l'égard de la Résistance confiée à la milice de Darnand.

C'est l'époque des Pucheu, Déat et Philippe Henriot. En 4 ans, le fascisme français s'est converti au nazisme, les prétendus « sauveurs » de 1940, amenés au pouvoir par l'ennemi ont fini honteusement dans ses fourgons à Sigmaringen.

C'est donc dans ce drame et ses convulsions que la Résistance a dû mener à bien son entreprise pour que notre pays cesse d'être l'allié du nazisme et prenne sa place, toute sa place, dans le combat désormais mondial dont l'issue allait fixer le destin de nos peuples. Au bout de ce demi-siècle il est légitime que nous posions la question : avons-nous eu raison de faire le choix de la Résistance et y avait-il d'ailleurs d'autres choix possibles dignes du passé de notre pays ? A cette question je voudrais répondre en rappelant un extrait de l'allocution que j'ai prononcée pour le 40ème anniversaire de la mort de Louis Sabatié tombé le 17 février 1944 sous les balles de la milice à Toulouse :

« Que la Résistance n'ait pas échappé au sort des entreprises humaines c'est l'évidence ; elle a eu ses rayons et ses ombres. Mais ces dernières ne sauraient cacher l'essentiel. D'abord qu'elle était inéluctable : un peuple comme le nôtre ne pouvait pas ne pas refuser la servitude associée à une idéologie aussi barbare, aussi inhumaine que le nazisme, monstrueux assemblage de racisme, d'antisémitisme, d'exaltation de la "race pure", qui parvenait au bout de sa logique dans la mort industrielle des chambres à gaz et les fumées des fours crématoires. Dans cette lutte gigantesque, elle a situé la France dans le camp de la liberté et a levé tous les doutes qui auraient pu exister quant au choix de notre peuple. Grâce à la puissance de la mobilisation intérieure au cours de l'année 1944 et qui ne fut possible que par l'action multiforme menée tout au long de ces 4 années, elle a joué un rôle décisif dans la libération de notre pays avec le minimum de destructions, de ruines et de pertes humaines ! Ce n'est pas un de ses moindres mérites ».

Mais la Résistance n'a pu mener à bien cette énorme tâche : convaincre les Français, organiser le combat, se

donner une expression politique, préparer ainsi le retour à l'indépendance et à la renaissance de la démocratie, que parce qu'elle était, par sa diversité et son unité, l'expression d'un grand mouvement populaire. Et puisque cette année nous célébrons le cinquantenaire du Conseil National de la Résistance et de celui qui en fut le symbole, le héros et le martyr, écoutons l'apostrophe de Malraux, accueillant les cendres de JEAN MOULIN sur le parvis du Panthéon le 19 décembre 1964 :

"Entre ici, JEAN MOULIN avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbruck pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle - nos frères dans l'ordre de la Nuit,"

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que ce soit la Résistance, dans son unité et sa diversité qui soit au cœur des commémorations qui vont marquer les cinquanteans des grands évènements qui ont dominé ce siècle.

DERNIER ACTE AVANT LA LIBERATION

Le 18 août 1994 dans l'allocution prononcée à Réalville, pour le cinquantenaire du combat soutenu par un groupe du maquis Louis Sabatié contre une colonne allemande, j'avais rappelé l'activité du maquis durant ces journées et notamment le sabotage d'un pylône de la ligne à haute tension à Verlhaguet sous la direction de Robert Pélissier, alias Ricou.

C'est de cet évènement que Jacques Latu, pour la documentation du Musée de la Résistance et de la Déportation, a tenu que je rende compte en détail, de manière à éclairer plus concrètement les conditions très particulières dans lesquelles se déroulaient les actions des maquis dans cette période.

Donc, ce matin là, Ricou était comme nous disions "monté au maquis". Il y était déjà venu à plusieurs reprises car il assumait la responsabilité de chef départemental des F.T.P. et logeait à Montauban, clandestinement, chez une famille de résistants de la cité des cheminots à Sapiac. De ce fait il était en rapport avec l'état-major départemental F.F.I. et transmettait aux maquis de l'organisation, les directives d'action.

Ce matin du 17 août, il nous fit savoir qu'après le débarquement des Alliés en Provence le 15 août, il s'agissait de prendre toutes les dispositions pour rendre plus difficile le repli des troupes nazies Et se préparer au combat pour la Libération. Cela impliquait d'accroître la mobilité du maquis, donc de se procurer de nouveaux véhicules ; il fut décidé de se rendre à la laiterie Gualino à Salit où des camions se trouvaient disponibles. C'est cette mission que devait accomplir le détachement formé sous

la direction de Lucien Naulet (Maurice) et Georges Estival (Lucien) qui se heurta au retour, à Réalville, à une colonne allemande.

L'autre mission était de rendre impraticable la voie ferrée entre Montauban et Toulouse, d'où la directive de sabotage des pylônes à Verlhaguet où la ligne à haute tension surplombait la voie.

Pélissier me proposa de l'exécuter avec moi, sans protection, car il était probable que le secteur n'était pas militairement gardé et que nous pouvions à nous deux mener à bien l'entreprise.

A ce point, une parenthèse est nécessaire pour bien comprendre le déroulement des faits. Le maquis était particulièrement aguerri quant aux sabotages. Nous en avions réalisé plusieurs sur la voie Toulouse-Paris dans la section Albias-Réalville. Chaque fois qu'une opération était envisagée il fallait dans la journée préparer le matériel.

J'avais la responsabilité de ces préparatifs. Nous disposions de larges quantités de "plastic", de cordons et de détonateurs. On formait des groupes de travail chacun ayant à réaliser ce que j'appellerais un dispositif. Celui-ci comprenait d'abord quatre blocs en forme de petite brique, obtenus en pétrissant soigneusement ensemble des cylindres de plastic reçus par parachutages et transportés par divers moyens jusqu'à nous.

Ces "briques" étaient ensuite reliées entre elles par un cordon continu qui grâce à un nœud particulier était enfoncé dans chacune des quatre "briques" du dispositif (voir croquis). Enfin dans une "brique" devait être enfoncé au dernier moment un détonateur. Celui-ci en forme de gros crayon était un tube cylindrique en haut duquel se trouvait un petit réservoir contenant de l'acide. Il suffisait de l'écraser légèrement pour laisser couler

l'acide qui attaquait un ressort, lequel une fois libéré provoquait la mise à feu de la brique et, par le cordon, celle des trois autres. Nous avions ainsi des "crayons" à 30 min, 1 heure et plus.

Je ne fus donc pas étonné d'être sollicité pour cette opération. J'étais d'accord pour tenter l'entreprise dans les conditions proposées par Ricou qui m'inspirait d'ailleurs pleinement confiance tant il manifestait d'énergie et de détermination.

Mais il y avait un problème : la dimension du dispositif. Car si pour les voies ferrées l'écartement des rails était une donnée suffisante il n'en était pas de même pour les pylônes, de surcroît pour ceux d'une ligne à haute tension dont nous ignorions évidemment l'écartement des piliers. Or il fallait préparer le matériel avant le départ. Nous allâmes en voiture dans les parages pour trouver un pylône dont je mesurais au pas la distance entre les piliers. Toutefois par mesure de précaution je décidais de doubler les longueurs, me doutant que nos pylônes devaient être sensiblement plus importants. Cela fait, il ne restait plus qu'à réaliser le dispositif et à le placer dans un sac pour le transport. Un seul dispositif car, toute réflexion faite, nous avions pensé que la chute d'un seul pylône serait suffisante pour que la ligne tombe sur les caténaires.

Après le repas de midi, pris au maquis avec nos camarades qui allaient partir pour leur propre expédition, nous nous sommes mis en route, sur une Juva quatre Renault (nous avons le choix car le maquis disposait d'un parc de voitures assez diversifié). C'était l'après-midi, ensoleillée, et nous avons suivi le trajet habituel vers Montauban, par St-Antonin, Montricoux et Nègrepelisse. Ricou conduisait, j'étais à côté de lui et observant le paysage, je remarquais à un moment donné un pylône,

visiblement plus grand que celui du Causse. Pour un tel pylône notre dispositif aurait été à peine suffisant. Or il était possible que notre pylône objectif fut plus massif encore. Je décidai alors de modifier notre système pour nous éviter toute déconvenue. Comme nous devions nous arrêter pour manger et attendre la nuit à la ferme de M. Bertrand, au lieu dit "La Montre" aux abords de Montauban, je passais un long moment dans l'écurie à remanier le dispositif : je détachais une brique ce qui me permit d'allonger de moitié le cordon disponible entre les trois autres, me proposant d'utiliser la quatrième avec un détonateur supplémentaire.

La nuit venue, nous avons décidé d'éviter les ponts de la ville sans doute gardés, et par les chemins en bordure de l'aérodrome, gagner Beausoleil et de là par St-Nauphary passer le Tarn au pont de Reyniès. Ce que nous avons fait roulant phares éteints la plupart du temps, vérifiant parfois à la lampe électrique sur des panneaux de signalisation notre chemin, non sans quelques erreurs ainsi celle-ci : à Beausoleil, nous n'avons rectifié qu'en découvrant la silhouette massive de la prison.

Le trajet fut donc relativement long et il était près de trois heures du matin lorsqu'ayant dépassé Bressols et descendu la côte de Parages nous vîmes la silhouette de notre pylône, non loin du poste de Verlhaguet, de l'autre côté de la voie. Il y avait en bordure un homme requis pour la garde. Il ne fit aucune difficulté pour nous aider et nous voilà à l'œuvre pour la mise en place. Il s'agissait de "coller" une brique sur chaque pilier en respectant des différences de hauteurs indispensables pour assurer la chute de cette tour métallique, au centre de gravité élevé du fait de la lourdeur de la ligne qu'elle supportait. Il fallut dérouler le cordon reliant les trois blocs de "plastic" à travers ronces et broussailles et enfin disposer le

quatrième avec son détonateur. Le dispositif en place nous avons conseillé au requis de s'éloigner rapidement. Nous en avons fait autant, arrêtant ensuite la voiture, en haut de la côte de Parages lieu idéal comme observatoire. L'explosion qui ne tarda pas nous permit d'assister à un spectacle inédit : l'illumination horizontale des caténares portés au rouge par le courant à haute tension.

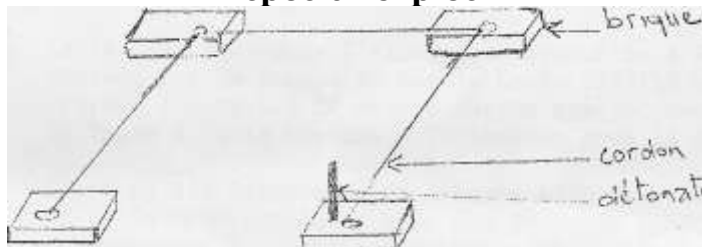
Il est difficile de décrire la joie qu'on éprouve dans un tel moment, celui de l'épilogue heureux d'une aventure où le risque présumé rapproche des acteurs tendus vers le même but et qui sont conscients de servir une cause pour laquelle ils se sont tout entiers engagés.

Il ne nous restait plus qu'à rentrer au maquis, en fin de matinée de ce 18 août. Nous ne savions pas encore que, ce jour-là, nos camarades avaient à Réalville perdus deux des nôtres Rodriguez et Virazels dont les noms sont réunis sur la plaque souvenir au centre du village. Nous devions apprendre l'évènement en fin d'après-midi à notre retour, en même temps que nous parvenait l'ordre de nous diriger vers Nègrepelisse, le lendemain 19 août, pour cette journée que nous espérons tous : celle de la Libération.

Jean VIGNOBOUL. Résistant - Lieutenant F.T.P.F.

Président de la Section de Montauban de l'A.N.A.C.R.

Dispositif explosif



Articles de Jean Vignoboul dans les Nouvelles de Tarn et Garonne

Comme tout journal fédéral du PCF, ceux qui y écrivent ne sont pas des journalistes mais des militants.

Ils se divisent en deux groupes :

- ceux qui parlent au nom de leurs responsabilités.*
- ceux qui parlent au nom de leurs compétences.*

Sauf exception, il ne s'agit donc pas de mener une enquête mais d'apporter « la ligne » du parti, ou d'exprimer des opinions en lien avec cette ligne.

En conséquence inutile de chercher l'expression de désaccords qui doivent rester internes, mais on peut deviner les motivations profondes qui animent un tel ou un tel.

En Tarn et Garonne pour la période qui nous occupe (par la suite, le journal évoluera beaucoup), nous découvrons par exemple André Fontanier plus porté que d'autres à témoigner des problèmes sur le « front du travail », Georges Bastide inlassable militant de la paix, Roger Vié, la voix du commerce, Pierre Juge qui occupe l'édito etc.

Pour Jean Vignoboul la question du désarmement semble centrale chez lui pendant toutes les années 60. Comme il l'indique dans « les mots pour la fin », sa jeunesse a été marquée au fer rouge par les événements de la guerre et il ne veut à aucun prix voir revenir ce fléau.

Il est sensible également aux questions de la démocratie.

Avec les années 70, il témoigne de sa fonction d' élu municipal.

Voici les articles

N°1 Avril 1960 : *Pour la paix en Algérie*

N°2 Mai 1960 : *Détente et désarmement*

1961 :

Les 22 et 24 avril à Montauban

Notre conférence fédérale préparera les nouvelles luttes pour le Pain, la Paix et les libertés

Désarmement : un impératif pour notre époque

*Pour la démocratie contre le pouvoir personnel
Union et Action*

Un programme commun pour la démocratie

*Pour mettre fin au drame algérien
Négociation*

Le blocus de Cuba

1974 : N° 69 13 janvier *L'école maternelle*

1975 N° 138 11 mai *Problèmes scolaires en 1975*

1975 N° 126 16 février *Le Portugal en marche
Les élus communistes et les problèmes de la rive gauche*

1974 N°108 13 octobre *Pétrole et inflation*

1974 : N° 72 3 février

Le budget 1974 à la mairie de Montauban : les communistes s'abstiennent.

Présentation

Sans chercher à analyser les articles, je donne quelques mots sur le contexte pour les éclairer.

Avec les années 60 le PCF va conduire une lutte incessante pour la Paix en Algérie dont témoigne cet article. Le choix de s'en référer à l'autodétermination aurait pu se compléter par un soutien à l'indépendance de l'Algérie qui reste en fait sous-entendu.

Dès cet article nous croisons un vocabulaire perdu : « les masses » et quant au MRP (Mouvement Républicain Populaire) c'était une forme de démocratie chrétienne, un parti centriste qui disparaîtra avec la Cinquième République.

Une constante des articles : l'appel à l'action populaire.

N°1 Avril 1960 Pour la paix en Algérie

Les récentes déclarations du Général de Gaulle devant les officiers en opérations en Algérie remettent en cause la politique d'autodétermination proclamée le 16 septembre.

Il ne s'agit plus en effet selon le Chef de l'Etat, que de conduire la pacification jusqu'au bout, d'aller prendre les armes des fellagahs. La pacification enfin terminée, on songera alors à préparer une consultation du peuple algérien.

En somme de nombreuses années de guerre nous sont promises et dans la meilleure hypothèse une caricature d'autodétermination sous la pression conjuguée des colons et des chefs de l'armée se déroulera quelques années plus tard.

La déception des Français est très grande. Ils espéraient une fin proche des combats. Ce revirement de la politique algérienne de De Gaulle n'est pas sans provoquer des remous dans le parti socialiste SFIO et le MRP notamment.

Dans une telle situation nous devons développer une intense campagne pour éclairer la perspective d'une solution rapide du problème algérien. Cette solution c'est la négociation avec les représentants des combattants algériens pour déterminer les garanties nécessaires à l'application loyale de l'auto-détermination.

Il faut que ces pourparlers aient lieu le plus tôt possible. Telle doit être la revendication que nous devons développer très largement. Et dans ce sens nous devons faire un grand effort pour créer et impulser les comités du Mouvement de la Paix où se rejoindront tous ceux qui veulent la négociation comme moyen de sortir du drame. Citons à ce sujet l'initiative prise à Montauban. Le Mouvement de la Paix rédige un appel qu'il propose à la signature de nombreuses personnalités.

Cette initiative, nous semble-t-il devrait être prise partout sous cette forme ou sous une autre.

Ce qui compte c'est de se mettre en mouvement pour alerter et organiser les masses. Une fois de plus il est démontré que l'issue rapide du drame algérien dépend pour une bonne part de l'action résolue du peuple de France. Il n'est pas une cellule qui, dans les prochains jours, n'examine comment elle va se mettre au travail dans ce domaine.

Présentation

*Le combat pour le désarmement n'a plus cours. Il était la marque de fabrique de Khrouchtchev.
Est-il devenu utopique ?*

N°2 Mai 1960 Détente et désarmement

Il y a dix ans la guerre faisait rage en Corée, ravageait l'Indochine. Le monde angoissé marchait au bord du gouffre de la guerre. Foster Dulles appliquait la politique impérialiste des « situations de force ». Les Etats-Unis, leader du « monde libre » proclamaient leur volonté de dominer le monde ; ils n'envisageaient rien de moins que de libérer les peuples « asservis » par le communisme.

Que de chemin parcouru depuis !

Les grands voyages de Khrouchtchev en Amérique et en France ont marqué le début d'une ère de détente internationale. Les partisans de la guerre froide sont obligés de camoufler leurs intentions réelles sous un langage de paix.

Cette situation nouvelle est la conséquence du nouveau rapport des forces à l'échelle mondiale. Les grands succès économiques et scientifiques de l'Union Soviétique, les progrès énormes de la Chine et des démocraties populaires, l'énorme poussée vers l'indépendance des peuples coloniaux, la grande lutte des peuples pour la

paix, tels sont les facteurs décisifs qui ont joué dans ce sens.

Si bien qu'en cette année 1960, l'objectif grandiose que peuvent se proposer les peuples n'est plus seulement d'accentuer la détente, mais de VAINCRE DEFINITIVEMENT les forces de guerre. L'humanité accèderait ainsi à une phase supérieure de son développement ; s'ouvrirait à elle une ère nouvelle d'où le fléau des guerres serait à jamais banni.

Cet idéal, vieux comme le monde, n'est plus aujourd'hui une utopie.

Car la guerre n'est plus le moyen de faire triompher une politique. L'immensité des destructions que causerait une guerre nucléaire serait telle que les vainqueurs eux-mêmes seraient des vaincus.

La guerre doit être mise hors-la-loi. Et cela suppose que les moyens de la faire, les armements de tous ordres, soient complètement détruits. Le désarmement universel et total est ainsi devenu l'impératif de notre temps.

C'est pour répondre à ce vœu unanime des peuples, qu'au nom de l'Union Soviétique, le président Khrouchtchev a développé à la tribune de l'O. N. U. son plan de désarmement général, simultané et contrôlé.

Il s'agit maintenant de le faire triompher.

Bien sûr, les hommes de la guerre, défenseurs des immenses intérêts attachés dans les pays capitalistes à la fabrication des armements, vont s'efforcer de multiplier les obstacles, de retarder, voire d'empêcher l'application de ce plan. La conférence de Genève en apporte ces temps-ci le témoignage.

Mais que pourront-ils si les peuples prennent eux-mêmes en main cette cause qui en vaut la peine ? Que pourront-ils face à la volonté, à l'enthousiasme de centaines de millions d'hommes unis et agissant dans le monde ?

Le désarmement doit donc devenir l'affaire de chacun d'entre nous. La conférence au sommet s'ouvre à Paris. La cause du désarmement et de la paix doit y faire de nouveaux progrès.

C'est pourquoi dans notre Tarn-et-Garonne même, il s'agit à cette occasion d'alerter, de mobiliser la conscience publique.

Le Mouvement de la Paix a édité des feuillets sur lesquels chaque citoyen doit écrire ce qu'il attend de la conférence au sommet ; ces feuillets seront apportés à Paris par de nombreuses délégations venues de partout, de la ville et de la campagne.

Il faut les distribuer, les collecter, préparer les délégations qui porteront les vœux de nos populations du Quercy, de la vallée de la Garonne, de la Lomagne.

C'est là une tâche exaltante. Nous devons l'entreprendre tout de suite pour que soit sauvegardé définitivement ce bien le plus précieux des hommes : LA PAIX.

Présentation

Avec cette série d'articles nous visitons les grands moments de l'histoire qui va de 1960 à 1975. Dans cet article il est question, sans qu'il soit nommé, du mur de Berlin. Il aurait été passionnant de demander à Jean, au moment de la chute du fameux mur, comment il lisait alors son article de 1961. On comprend, dans cet article le plus long qu'il ait écrit, que les souvenirs de la guerre devaient le hanter à chaque mot qu'il ajoutait sur son papier.

Halte au militarisme allemand !

Dix-sept ans ont passé. Le 19 août 1944 Montauban était délivrée de l'occupant nazi ; le Tarn-et-Garonne se libérait ; les unités de F.T.P. et F.F.I. combattaient les colonnes nazies en retraite, à Réalville, à La Salvetat, à La Vitarelle et en de nombreux autres points du département. De nombreux jeunes tarn-et-garonnais tombaient victimes du militarisme allemand...

Et voici qu'aujourd'hui ce même militarisme allemand remis sur pied grâce aux impérialistes américains et à leurs alliés de l'O.T.A.N., voudrait entraîner le monde dans la guerre, prenant prétexte de la situation de Berlin : Une campagne forcenée et orchestrée dans tous les pays occidentaux contre la prétendue menace soviétique.

Or la crise de Berlin provient de la situation absolument anormale de l'ancienne capitale allemande. Située au cœur du territoire de la R.D.A., le secteur-ouest de la ville constitue une enclave mise à la disposition des

revanchards de Bonn qui la transforment en une « ville de front » de la guerre froide, en une sorte de cheval de Troie contre l'existence de la République démocratique, Une telle situation ne peut se comprendre que par un rappel des événements survenus au cours des seize dernières années.

En mai 1945, l'année rouge s'emparait de Berlin. L'Allemagne nazie s'effondrait. Les principaux pays de la coalition antihitlérienne (U.R.S.S., Etats-Unis, Angleterre) signèrent en août 1945 les accords de Potsdam qui, approuvés par le gouvernement français, prévoyaient essentiellement

1. le désarmement complet et la démilitarisation de l'Allemagne.
2. l'extirpation du nazisme et du militarisme allemands, le châtement des criminels de guerre ;
3. la décentralisation de l'économie allemande et l'élimination de la direction de l'économie des hommes, des trusts et des monopoles qui avaient porté Hitler au pouvoir.

C'est dans le cadre de ces accords que Berlin fut soumise à statut d'occupation quadripartite, symbole de la volonté commune des alliés d'en finir radicalement avec le nazisme.

L'application des accords de Potsdam devait aboutir à une seule Allemagne, mais démilitarisée, dénazifiée et pacifique. Cet objectif atteint, le problème de Berlin ne se fût même pas posé. A partir de 1947 débute avec le plan Marshall américain la politique dite de « guerre froide » qui dans l'esprit de ses auteurs devait aboutir à l'écrasement de l'Union Soviétique, à l'élimination du communisme, tâche dans laquelle Hitler avait complètement échoué. Feu Poster Dulles, pousse encore

plus loin dans cette voie, avec sa politique dite « au bord du gouffre ».

Dès lors, les revanchards nazis et militaristes allemands ne sont plus considérés comme des ennemis, mais comme des alliés dans l'entreprise antisoviétique qui commence. L'application des accords de Postdam est systématiquement sabotée dans les zones d'occupation occidentale. On brûle les étapes pour aboutir le 23 mai 1949 à la création de la République fédérale allemande pour passer sans attendre à l'étape suivante : le réarmement de cette Allemagne. Le projet de Communauté européenne de défense (C.D.E.) échoue par suite de l'opposition des masses populaires, en France notamment. Mais quelques mois après, les accords de Londres et de Paris aboutissent au résultat cherché ; la Bundeswehr est aujourd'hui la plus puissante armée d'Europe occidentale et Adenauer réclame « pour la défense commune un armement atomique ».

Dans le gouvernement d'Adenauer se trouvent des ministres nazis comme Globke et Orherlarder, à la tête de son armée, des chefs nazis connus Speidel et Heusinger.

Face à cette menace les forces populaires de la zone soviétique d'occupation ripostent en fondant le 7 octobre 1949 la République démocratique allemande où les accords de Potsdam ont été systématiquement appliqués. Tous ses ministres sont des antinazis ayant effectivement lutté contre Hitler et pour beaucoup d'entre eux, victimes de la répression.

Ainsi la division de l'Allemagne est le fait des impérialistes américains et de leurs alliés ; ils supportent la responsabilité de la situation ainsi créée, notamment à Berlin.

L'objectif d'Adenauer est maintenant d'intégrer la RDA à l'Allemagne occidentale et de créer ainsi un Etat allemand

de 75 millions d'habitants. Jamais, en effet, le chef du gouvernement d'Allemagne fédérale n'a voulu reconnaître la R.D.A. Par ailleurs, il n'admet pas la ligne Oder-Neisse comme frontière avec la Pologne et certains de ses ministres réclament l'annexion des Sudètes. C'est la politique d'Hitler.

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement de Bonn utilise la situation de Berlin-Ouest : envoi de provocateurs et de saboteurs, débauchage de techniciens, campagnes hystériques pour semer la panique dans certaines couches de la population de la R.D.A. et en même temps destinées à discréditer la R.D.A., devant l'opinion mondiale. Comme Hitler, voulant s'emparer des Sudètes, il monte l'opération réfugiés.

Chacun comprend que dans ces conditions, Berlin est devenu un véritable détonateur, pouvant déclencher une nouvelle guerre mondiale C'est ce détonateur qu'il faut désamorcer.

*

D'où les propositions de l'Union Soviétique tenant compte de l'existence de deux Etats allemands, il faut que soit signé entre les membres de la coalition antihitlérienne d'une part, et les deux Etats allemands d'autre part un traité de paix dont une des conséquences serait de faire de Berlin-Ouest une ville libre dont le statut serait garanti par les signataires du traité de l'ONU, les voies d'accès des Occidentaux à Berlin étant sauvegardées.

Cela suppose évidemment la reconnaissance par les Occidentaux de la R.D.A. et par voie de conséquence l'abandon de leurs plans de subversion et l'impossibilité d'utiliser Berlin-Ouest à leurs fins antisoviétiques. Ce qui explique leur colère et leur propagande mensongère

contre la R.D.A. et sur la prétendue menace soviétique contre Berlin.

*

Pourtant, l'Union Soviétique ne menace personne. La RDA non plus ; elle a seulement pris les mesures qui s'imposaient pour faire échec au plan des revanchards, mesures qui cesseront avec la transformation de Berlin-Ouest en ville libre.

Ce que propose l'Union Soviétique, Khrouchtchev l'a rappelé maintes fois, notamment le 11 Juillet dernier, en déclarant : « Nous proposons de convoquer une conférence pacifique à laquelle nous viendrons avec notre projet de traité, les puissances occidentales n'ont qu'à apporter leurs propositions ; nous discuterons toutes les propositions ».

C'est là le langage du bon sens, le langage de la paix. Il faut donc négocier sur Berlin. Or, le gouvernement français se refuse à cette négociation pour faire le jeu de son allié Adenauer, au risque d'amener le monde à la guerre.

Dans ces conditions, c'est à l'opinion publique française à prendre en mains la cause de la paix. Quelle que soit d'ailleurs l'opinion des uns et des autres sur les causes de la crise, l'intérêt de notre peuple c'est la négociation.

Il va de soi que dans cette bataille, le Parti a pour premier devoir d'éclairer les masses sur le problème de Berlin, comme nous avons essayé de le faire ici ; ensuite d'unir tous les travailleurs pour briser les plans du militarisme allemand et imposer la négociation nécessaire, C'est l'intérêt de la France. C'est le seul moyen d'assurer la paix.

Présentation

Chaque Conférence fédérale est un moment important, dans la vie du PCF. Pendant deux jours les délégués font le point sur la situation en présence d'un dirigeant national et en lien avec la tenue d'un Congrès. Il est rare que Jean écrive sur la vie du PCF. Aussi cet article est rare sous sa plume. Il n'a rien d'original cependant, c'est le classique tableau négatif de la situation, tableau qui se doit d'être négatif pour justifier l'action qui va le rendre positif pour les travailleurs.

(Nous retrouverons une Conférence fédérale de 1953 avec l'article du Patriote).

Les 22 et 24 avril à Montauban Notre Conférence fédérale préparera les nouvelles luttes pour le Pain, la Paix et les libertés

Le samedi 22 et le dimanche 23 avril se tient à Montauban la Conférence fédérale de notre Parti. Préparée par de nombreuses assemblées de cellules et conférences de sections où les communistes Tarn-et-Garonnais discutent en particulier du projet de résolution qui leur est soumis en vue du Congrès national et de la vie politique de notre département.

A l'étape actuelle de leur lutte, les communistes sont amenés à analyser sérieusement la nature du pouvoir gaulliste. Le projet de résolution le définit comme «directement composé d'hommes du grand capital financier, sa politique ne cessant de favoriser les sociétés

et groupes monopolistes». L'accroissement des bénéfices des grandes sociétés a une contrepartie inévitable : l'appauvrissement des travailleurs. La situation de la classe ouvrière en Tarn-et-Garonne illustre abondamment cet aspect de la politique gaulliste.

Dans le bâtiment, le salaire horaire des manœuvres oscille autour de 155 - 160 F, celui des maçons de 175 à 200 F.

L'usine Delmas à Montauban ne donne à beaucoup d'ouvrières que le salaire minimum quant aux ouvriers qualifiés leur salaire horaire varie de 200 à 250 F. A la biscuiterie Poullet, le chômage partiel et les bas salaires affectent rudement le pouvoir d'achat des ouvriers.

La crise du logement, pour l'énorme majorité des travailleurs, aggrave encore leurs conditions d'existence. C'est ainsi qu'à Montauban l'office H.L.M. annonce le chiffre record de 800 demandes non satisfaites pendant que des logements à 25 000 ou 30 000 F par mois ne trouvent pas preneur. Dans ce domaine aussi se manifeste une façon de développer une spéculation effrénée des sociétés privées pendant que la construction d'appartements destinés aux travailleurs est ralentie du fait de l'insuffisance des crédits.

La classe ouvrière de notre département constate donc la dure réalité dans laquelle la plongent les politiques gouvernementales et les belles phrases sur « L'année sociale » prononcées par le chef de l'Etat où les chefs de file de l'U.N.R. qui ne lui donnent pas le change. Elle sait qu'elle doit compter sur son action pour améliorer situation.

A la campagne, la petite exploitation familiale est de plus en plus menacée ; dans beaucoup de communes du Tarn-et-Garonne existent de grosses propriétés équipées de

matériel moderne ; c'est en leur faveur que se développe la concentration agraire que la politique gaulliste accélère. Face à ce danger il ne reste aux petits et moyens paysans qu'une arme : leur union et leur action pour imposer une autre politique qui leur permette de bénéficier du progrès technique d'une part, et de prix de vente des produits agricoles suffisamment rémunérateurs d'autre part.

Notre Conférence fédérale étudiera tous ces problèmes. Elle fera aussi le bilan des succès remportés dans la lutte contre le régime de pouvoir personnel. Le Tarn-et-Garonne a été l'un des dix départements français où le pourcentage des non au référendum a été le plus élevé. Un comité d'entente entre les radicaux, les communistes et le P.S.U. y a été constitué. Tous les partis de gauche et toutes les organisations syndicales ont signé ensemble au début de l'année un texte réclamant des négociations avec les représentants des combattants algériens.

C'est dire que de grandes possibilités existent pour rassembler toutes les forces démocratiques, décidées à s'opposer à la dictature et à la politique des monopoles qui frappe toutes les couches laborieuses de notre population. Ce sera là encore un des soucis de notre Conférence fédérale : tout faire pour que se développe l'action unie des masses pour de meilleures conditions d'existence, pour la paix en Algérie, pour la restauration et la rénovation de la démocratie.

Présentation

*Nous voici à nouveau avec la question algérienne.
Le discours est le même que celui de 1960 mais nous
sommes plus proche de la fin.*

Pour mettre fin au drame algérien Négociation

C'est chaque jour que la guerre d'Algérie fait couler le sang.

Dans le dernier numéro des « Nouvelles », notre camarade Juge exprimait son émotion devant la mort du jeune Marc Henry, tué en Algérie. Depuis, combien encore sont tombés dans ce camp et dans l'autre, victimes de cette guerre qui se prolonge ?

Pourquoi se prolonge-t-elle ainsi ?

Le Général De Gaulle a reconnu au peuple algérien le droit de disposer librement de lui-même.

Ce principe posé, il reste à assurer son application et en particulier à donner à la partie adverse toutes les garanties désirables pour que la consultation qui suivra soit honnête et loyale.

Qui ne voit, par conséquent, qu'il ne suffit pas seulement d'assurer le « sort des combattants et la destination des armes ? »

Je pose également le problème des libertés de réunions, d'expression, etc... pour tous les courants d'opinion en Algérie, libertés qu'il faut assurer concrètement.

Or, en supprimant arbitrairement le journal « Alger républicain », en permettant que soient foulées aux pieds les libertés individuelles, en couvrant des pratiques aussi dégradantes que la torture, les autorités civiles et militaires en Algérie, et le gouvernement devant qui elles

sont en principe responsables n'ont certes pas - contribué à inspirer confiance aux interlocuteurs du G. P. R. A. dont on comprend qu'ils ne veuillent pas se satisfaire de vagues promesses qui pourraient être sans lendemains.

Par ailleurs, des événements comme l'émeute d'Alger en janvier dernier et la mansuétude dont le gouvernement fait preuve à l'égard de ses instigateurs et dirigeants, responsables pourtant du sang français versé, ne peuvent qu'exciter la méfiance de la population musulmane.

Les représentants des combattants algériens demandent donc des garanties. Comment les déterminer et prévoir les modalités de leur application si notre gouvernement n'engage pas avec eux une véritable négociation ?

Il convient de tirer la leçon de l'échec des entretiens de Melun : à vouloir la capitulation pure et simple de l'adversaire, on n'aboutira à rien d'autre qu'à l'intensification des hostilités : l'exécution de douze combattants algériens dans les prisons françaises a été suivie de la fusillade de deux soldats français condamnés à mort par l'armée de libération algérienne.

Ces événements tragiques, nous ne les ressentons pas moins douloureusement que d'autres. Nous constatons avec regret que ceux qui, dans ces circonstances, s'indignent des « crimes du F. L. N. » oublient de s'élever contre les violences criminelles qui ne sont pas le fait des combattants algériens.

Les ratissages, les camps de regroupement, les tortures et les « disparitions » du genre de celle de Maurice Audin, n'ont-elles pas semé la haine et appelé la violence ?

C'est cet enchaînement fatal qu'il faut rompre sans délai. C'est pourquoi nous ne suivons pas ceux qui, comme M. Naegelen, dans La Dépêche du 19 août, excitent l'opinion française contre les combattants algériens ; nous

condamnons une telle campagne parce qu'elle élargit le fossé qui sépare les deux peuples et nous éloigne du retour à la paix.

Car la solution — que cela plaise ou non — elle est dans une négociation franche et entière entre les deux parties, que pourrait inaugurer une rencontre De Gaulle — Ferhat Abbas, comme le demande le Mouvement de la Paix.

Mais comment cette rencontre serait-elle possible dans un climat d'incompréhension et de haine ? Il faut donc arrêter l'effusion de sang, et pour nous, Français, d'abord exiger que cessent les exécutions dans nos prisons.

La discussion, alors, pourra s'ouvrir.

Peut-il y avoir d'autre moyen d'en finir avec le drame algérien qui dure depuis près de six ans ?

Présentation

Eh oui ! déjà la notion de programme commun, objectif qui finira par l'emporter en 1972. Autant dire une longue lutte qui restera au cœur de la vie de Jean Vignoboul.

Un programme commun pour la démocratie

La volonté d'en finir avec le pouvoir personnel, et de construire une démocratie véritable grandit de jour en jour dans notre peuple.

Qu'on en juge d'ailleurs par quelques faits puisés dans la vie de notre petit Tarn-et-Garonne.

Sur le plan revendicatif, la grève des cheminots a été pratiquement totale et pour vingt-quatre heures, les quais de la gare de Montauban ont été déserts. La grève du 6 novembre des fonctionnaires fut une grande journée d'action. Ici et là dans nos usines, le mécontentement qui s'accroît devant la hausse des prix doit se traduire par des actions diverses que le climat d'unité qui progresse doit faciliter.

La quinzaine d'action laïque — à laquelle notre Parti a activement participé — a connu un succès beaucoup plus grand que les années précédentes. La politique scolaire gaulliste qui s'affirme de plus en plus comme une politique de classe au service des monopoles tourne le dos à une véritable démocratisation de l'enseignement. Les enfants du peuple subissent de ce fait de graves préjudices. Cette réalité commence à être perçue par des

couches de plus en plus larges et cela s'est traduit dans les réunions de la quinzaine : quinze cantons ont tenu leurs réunions, certains avec plusieurs centaines de personnes comme à Moissac et à Verdun-sur-Garonne. Plusieurs des résolutions votées réclament non seulement des crédits pour l'école, mais dénoncent le gaspillage pour la force de frappe.

Le mécontentement populaire à l'égard de la politique extérieure de guerre froide du régime gaulliste trouve des prolongements spectaculaires. Un comité départemental de la force de frappe vient d'être constitué et se fixe comme prochain objectif la participation massive des Tarn-et-Garonnais à la grande manifestation projetée à Toulouse le 24 novembre prochain. Enfin — et cela revêt une grande signification — le Conseil général de notre département a voté malgré les deux U.N.R. Bégué et de Sainte-Marie un vœu condamnant le refus du gouvernement français de signer les accords d'interdiction des essais nucléaires et précisant que soit mis fin « à cette politique ruineuse d'isolement et de fausse grandeur ». Le préfet gaulliste est sorti en claquant la porte — ce qui n'a que mieux souligné l'isolement actuel du pouvoir dont le parti officiel, l'U.N.R., était seul — absolument seul — à voter contre ce vœu.

Ainsi, chaque jour qui passe apporte des éléments nouveaux positifs aux forces qui dans notre pays luttent pour en finir avec le pouvoir personnel. Les conditions objectives existent maintenant pour obtenir dans ce domaine un succès décisif. Toutes les conditions, sauf une : que toutes ces forces s'unissent et combattent pour un programme commun qu'il leur reste à établir et à faire connaître aux masses. Alors, une perspective claire existerait et la poussée populaire serait rapidement victorieuse. Car on ne doit nourrir aucune illusion

concernant une candidature commune des forces démocratiques à la Présidence de la République. Si une telle candidature n'était qu'un nom à opposer à un autre, nous nous battrions sur le terrain du gaullisme : à un homme providentiel en opposer un autre. Les problèmes de la France d'aujourd'hui ne seront pas résolus par un seul homme ou par un seul parti : il y faut l'effort de tous et donc un plan établi par tous.

Cela nous amène à des suggestions. Pourquoi, dans notre Tarn-et-Garonne, les partis et organisations démocratiques ne se réuniraient-ils pas pour discuter d'un programme commun et en jeter les bases ? Pourquoi ce programme établi — c'est possible — n'agiraient-ils pas ensemble pour le faire connaître et montrer les conséquences heureuses qu'aurait son application pour nos populations ? Autant de questions qui doivent recevoir sans tarder une réponse.

La période qui s'ouvre va être marquée par de grandes batailles pour une véritable démocratie. Que chacun ait le sentiment des grandes responsabilités qui sont les nôtres, à l'heure où notre peuple doit s'engager dans une voie nouvelle, « en finir avec l'isolement et la fausse grandeur » et prendre en main son propre destin.

Pour la démocratie contre le pouvoir personnel : Union et Action

Le 25 novembre 1962, le second tour des élections législatives était marqué en Tarn-et-Garonne par le succès triomphal des deux candidats d'union de défense républicaine, Ver et Delmas. Le pouvoir personnel et ses candidats essayaient donc un échec total.

Cette grande victoire était la première conséquence tangible de la prise de conscience des masses à l'égard du régime gaulliste. Une expérience de quatre ans avait déterminé de nombreux travailleurs de la ville et des champs, des démocrates de toutes nuances à se prononcer contre le pouvoir et sa politique hostile aux masses laborieuses.

Dans cette bataille unitaire, les communistes ont joué un rôle décisif. En se désistant pour Ver et pour Delmas, ils ont permis le large rassemblement républicain, condition essentielle de la victoire.

Mais cette victoire ne serait qu'éphémère si cette union scellée dans la lutte électorale ne se développait et ne se renforçait. C'est possible et c'est urgent.

C'est possible parce qu'entre les différents partis, clés de voûte de cette union, existent des buts communs que les programmes électoraux traduisent d'une manière éloquente.

Tout d'abord radicaux, socialistes et communistes s'affirment contre le pouvoir personnel, pour l'instauration d'une véritable démocratie parlementaire. Dans le programme défendu par Ver au nom du parti radical, nous notons « ce que nous voulons c'est un gouvernement soutenu par une majorité parlementaire

cohérente responsable devant le Président de la République et devant le Parlement ».

Dans le domaine économique, les différents programmes s'affirment pour le relèvement du pouvoir d'achat des masses laborieuses. Dans le programme S.F.I.O. «relèvement du S.M.I.G., suppression des zones de salaires, application de la semaine de 40 heures, respect de la législation du travail », ce qui rejoint notre propre programme « augmentation générale des salaires, traitements et pensions ».

Pour la défense de la paix, le programme S.F.I.O. souhaite « des contacts amicaux et l'amélioration des relations existantes avec les pays du bloc oriental » ce qui fait écho à la politique que nous préconisons « de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ».

Concernant le problème scolaire, les socialistes demandent que les fonds publics ne soient utilisés que pour l'enseignement public cependant que nous nous prononçons pour la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

Ce rapprochement entre les programmes montre que l'unité d'action des Républicains est possible dans de nombreux domaines. Une question alors se pose : faut-il attendre de nouvelles élections législatives pour faire triompher ce programme ? Cette passivité ferait le jeu du régime de pouvoir personnel, lui faciliterait la marche à la dictature.

C'est tout de suite qu'un large mouvement populaire doit se développer dans tout le pays pour obliger le pouvoir à reculer dans l'application d'une politique dangereuse pour la démocratie, néfaste pour ces travailleurs.

Cette action unie est d'autant plus urgente que le gouvernement prépare son arsenal pour lutter contre

l'opposition démocratique. L'institution de la Cour de Sûreté de l'Etat n'a pas d'autre but. Certes cette loi vient d'être votée par l'Assemblée mais les débats et le scrutin reflètent les contradictions et l'affaiblissement de la majorité gaulliste. Devant l'hostilité grandissante des masses, les mauvais coups deviendront de plus en plus difficiles à mener à bien.

Cela doit être un sérieux encouragement pour tous les démocrates. Il faut que dans les entreprises, les quartiers, les villages, les contacts noués pour les élections soient plus nombreux, que soient décidées dans un climat d'union les actions à entreprendre pour la défense de la liberté, des revendications, de la paix.

Ainsi grandira et se fortifiera un puissant mouvement rassemblant tous les Républicains. Ainsi seront créées les conditions pour en finir avec le pouvoir personnel et instaurer une véritable démocratie.

Désarmement : un impératif pour notre époque

80 tonnes d'explosifs par habitants de notre planète, c'est à ce chiffre vertigineux que les spécialistes évaluent le « potentiel de la mort nucléaire » existant à l'heure actuelle dans le monde. Et ce potentiel s'accroît avec une grande rapidité du fait de la course aux armements.

Cela s'accompagne d'une masse de dépenses inouïe évaluée annuellement à l'échelle mondiale à soixante mille milliards d'anciens francs. Plus de 20 millions d'habitants de notre globe servent dans les forces armées, 100 millions de personnes sont employées à un travail destiné à la guerre.

Jamais encore les préparatifs de guerre n'avaient atteint une telle ampleur.

Est-il raisonnable de penser qu'une telle accumulation ne conduira pas tôt ou tard à une nouvelle guerre ?

C'est pourtant ce qu'on s'efforce dans un certain nombre de pays – dont la France – de faire croire à l'opinion publique. On voudrait persuader les peuples que grâce à cet « équilibre de la terreur », personne n'osera déclencher une guerre et que, par conséquent, la course aux armements serait devenue paradoxalement un facteur de paix.

Une telle propagande poursuit naturellement des buts intéressés. Car dans les pays impérialistes, les commandes militaires sont une énorme source de profit pour les grosses sociétés. En France, par exemple, la fabrication d'un « Mirage IV » qui coûte plus de 2 milliards et demi d'A.F. au budget, rapporte des centaines de millions à la Société Marcel Dassault. De même que la fabrication des bombes de la force de frappe va rapporter

des profits énormes à un certain nombre de grosses sociétés d'électricité et de produits chimiques.

Dès lors s'expliquent les campagnes bellicistes hystériques qui se déroulent aux Etats-Unis pour une intervention contre Cuba. S'expliquent aussi les propos du Secrétaire à la Défense des U.S.A., Mac Namara, qui le 16 juin 1962 proposait que l'on établisse les règles de la guerre nucléaire, pour que l'arme atomique ne soit utilisée que contre les forces armées et non contre les grandes villes. En fait il s'agit purement et simplement de vouer à la destruction les pays d'Europe occidentale car ce serait sur ce champ de bataille que se trouveraient les forces armées.

*

Aussi comme notre pays est jalonné de bases américaines, que notre département de Tarn-et-Garonne n'est guère à plus de 200 km des côtes atlantiques serions-nous, dans le cas d'une guerre, voués à l'horreur d'une destruction atomique.

C'est pourquoi personne ne peut rester indifférent à ce problème qui est devenu le problème capital de notre époque : est-il possible de bannir à jamais la guerre, comme moyen de règlement des différents internationaux ?

L'histoire et la raison répondent : ce moyen existe. C'est le désarmement. L'imposer est devenu le grand impératif de notre époque.

L'histoire montre que la course aux armements a toujours conduit à la guerre : il n'y a pas de «paix armée» qui puisse durer indéfiniment.

La raison aussi : l'arme nucléaire va être à la disposition d'un nombre croissant de pays et cela rendra de jour en jour la paix plus précaire, la menace d'un conflit de plus en plus aigu.

*

Mais le désarmement ne dépend pas seulement de négociations entre les grandes puissances. Ceux qui sont intéressés à l'empêcher parsèment la route d'obstacles, s'efforcent par des manœuvres multiples de provoquer les échecs. Aussi la mobilisation de l'opinion publique devient-elle un facteur décisif.

C'est dans ce but que le Conseil national du Mouvement de la Paix a décidé d'organiser dans notre pays les Etats généraux du désarmement qui doivent se tenir en mai prochain. Cette assemblée doit exprimer d'abord la volonté du peuple français d'en finir avec la course aux armements ruineuse pour l'humanité aujourd'hui, et qui ne peut se terminer demain que par une catastrophe. Elle définira aussi les moyens d'action pour que la France participe à la recherche d'une solution acceptable par tous au problème du désarmement. Au même moment, dans le monde entier, tous les peuples feront entendre leur voix. Il est bon, pour notre pays, pour sa renommée internationale, pour la cause de la paix que notre voix soit fortement entendue.

Dès lors, il faut que dans ce grand mouvement, les communistes se considèrent comme chargés d'une grande responsabilité. Partout où ils se trouvent, ils doivent faire connaître l'Appel du Mouvement de la Paix, expliquer la nécessité impérieuse du désarmement, faire prendre position aux conseils municipaux, aux maires, aux personnalités influentes, organiser de multiples réunions où sera débattu ce problème. Ainsi notre population du Tarn-et-Garonne contribuera au succès des Etats généraux qui prépareront la victoire définitive de la cause de la Paix.

Le blocus américain de Cuba : un acte de guerre qui démontre l'urgence et la nécessité du désarmement

Depuis quatre ans le peuple cubain, jusqu'alors semi-colonie de l'impérialisme américain, a décidé sous la direction Fidel Castro de s'orienter vers la construction du socialisme, pour assurer à la fois son indépendance et sa prospérité.

L'impérialisme américain, champion des peuples libres, ne peut concevoir cette liberté prise par le peuple cubain. Il ne peut accepter que lui échappe cette source appréciable de profits et que Cuba offre aux peuples d'Amérique latine, eux aussi exploités par les trusts yankees, un tel exemple et une telle espérance. C'est pourquoi depuis quatre ans on rêve à Washington d'anéantir le socialisme à Cuba.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et les mercenaires contre-révolutionnaires, s'en sont bien aperçus sur les plages de l'île où ils avaient débarqué. Qui pourrait aujourd'hui reprocher à ce vaillant petit peuple de prendre des mesures pour sa défense et d'avoir demandé l'aide militaire de l'Union Soviétique ? D'autant plus que depuis quelques mois une campagne belliciste se développait aux Etats-Unis pour une invasion de Cuba.

Répondant avec un grand sang-froid aux provocations américaines, le pays du socialisme est parvenu à obtenir l'engagement de Kennedy de ne pas attaquer Cuba, et de ce fait, a pu faire la démonstration qu'elle ne désirait nullement constituer une base d'agression contre les USA. Le démantèlement des installations « jugées offensives par Kennedy » est une preuve de la bonne foi et de l'attachement réel à la paix du pays du socialisme.

Une telle initiative de l'Union Soviétique est avant tout un grand acte de confiance à l'égard des peuples du monde, un appel à toutes les forces de paix pour qu'elles se mobilisent de manière à empêcher une terrible guerre thermonucléaire.

C'est dans ce cadre que sont intervenues les mesures américaines de blocus de l'île, sous prétexte de l'installation d'armes offensives soviétiques. Il s'agissait en réalité d'une préparation psychologique d'envergure pour « justifier » aux yeux du monde l'exécution de leur plan d'invasion. Rappelons que depuis des années l'impérialisme américain a pratiqué cette politique dite du « bord du gouffre » chère à feu Forster Dulles. Et ce n'est pas la première fois que l'Union Soviétique a déjoué les plans bellicistes des dirigeants américains.

Car une fois de plus, l'Union Soviétique et le camarade Khrouchtchev à sa tête, viennent de rendre un service appréciable à la cause de la Paix.

Effroyable serait la responsabilité de ceux qui interprèteraient ce geste comme dicté par la faiblesse.

Car si l'impérialisme américain devait par malheur se méprendre sur les mobiles réels de la décision soviétique et s'il jugeait devoir poursuivre ses provocations, alors qu'il ne s'étonne, si le vent semé, il rencontre la tempête.

C'est donc aux peuples de prendre en main la cause de la paix. Car les événements de Cuba démontrent, et les difficultés ne sont pas toutes aplanies loin s'en faut, que rien n'est plus urgent ni plus nécessaire que d'imposer aujourd'hui le désarmement. Tous ceux qui ont senti et sentent, dans ces jours d'angoisse, l'ampleur de la catastrophe dont le monde est menacé, doivent s'unir et agir pour obliger les fauteurs de guerre à reculer. Le désarmement est devenu le grand impératif de notre époque. Ce n'est pas, comme le prétendent des politiciens

irresponsables par l'équilibre de la terreur que la paix sera sauvée. Elle sera sauvée par la destruction des armes d'extermination massive, et d'abord de toutes les armes nucléaires.

Au peuple français d'y réfléchir tout le premier. Que le 18 novembre prochain il apporte sa confiance aux candidats communistes, les seuls qui se prononcent clairement pour le désarmement. Qu'il démontre ainsi sa volonté de voir la France jouer un rôle positif dans le vote qui doit conduire à un monde débarrassée définitivement de ce fléau le plus dramatique que jamais, la guerre.

Présentation

En 1965 le mode de scrutin municipal est nouveau. Il amplifie celui de 1959. Pour les villes de plus de 30 000 habitants, plus de panachage et pas de fusion entre les deux tours. Donc la victoire se joue au premier tour et oblige à des regroupements. Louis Delmas (PS), favorable à l'union de la gauche, comprend de suite les conséquences de ce mode de scrutin. Alors que, dans la plupart des villes, le PS en reste aux alliances centristes, Montauban fait figure d'exemple novateur avec une liste allant du PSU aux radicaux avec le PCF et le PS.

*Ce choix est payant pour la gauche, puisque c'est la victoire qui conduira le PS à gérer la ville jusqu'en 2001 ! Jean Vignoboul qui, sur **Les Nouvelles de Tarn-et-Garonne**, est en pointe sur la question, sera sans doute côté communiste, un artisan efficace dans la construction de la liste.*

ELECTIONS MUNICIPALES Une grande bataille politique

Les élections municipales du printemps prochain vont revêtir une grande importance.

Dans le régime de pouvoir personnel, les collectivités locales constituent des éléments démocratiques qui sont de nature à gêner considérablement la politique gaulliste. Aussi n'est-il pas étonnant que tout soit mis en œuvre par ce dernier pour diminuer le rôle des communes et pour les contrôler étroitement. M. Frey s'y emploie activement : syndicats intercommunaux supervisés par des représentants des préfets, accroissement de la tutelle préfectorale, création à l'échelon régional d'organismes

composés pour l'essentiel de personnes désignées par le gouvernement et par les trusts où les représentants élus de la population ne sont qu'une minorité, etc. ; le but à atteindre étant finalement de dessaisir les communes de toute réalisation importante en ne leur laissant que la charge de voter les impôts. Et pour que cette tâche puisse être menée à bien, aux moindres frais, l'U.N.R., avec ses alliés, va manœuvrer pour tenter d'enlever la gestion du plus grand nombre possible de ces communes. Ce plan peut être déjoué et, pour ce qui le concerne, notre Parti va s'y employer le plus efficacement possible.

*

D'abord en faisant connaître largement son programme de renouveau démocratique. Car l'avenir des communes est étroitement lié à l'évolution du pays tout entier. Nous devons faire connaître à la population tarn-et-garonnaise notre volonté de changer l'orientation politique du pays dans le sens de la défense de la paix, du désarmement notamment atomique, des libertés démocratiques et de l'école laïque, de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs des villes et des campagnes, de la modernisation de l'économie et de l'équipement communal, de la nationalisation des monopoles. Nous défendrons une politique de défense et d'extension des libertés communales, de réforme démocratique des finances communales, de transfert à l'Etat des charges qui lui incombent et qu'il fait supporter aux communes.

*

Dans cette perspective il est donc nécessaire que dans toutes les communes — sauf Montauban du fait de la loi électorale — où ce sera possible, le Parti présente au premier tour sa propre liste en appelant les électeurs à manifester massivement leur adhésion au programme

que nous préconisons. Cela nous permettra de le faire ainsi largement connaître et d'expliquer notre politique.

Fidèles à la politique d'union de toutes les forces démocratiques, nous ne manquerons pas en même temps d'expliquer qu'au second tour, nous mettrons tout en œuvre pour battre le gaullisme et ses alliés réactionnaires. D'ailleurs, dans ce département, chacun sait à quoi s'en tenir à ce sujet. Nous avons payé d'exemple et si le Tarn-et-Garonne compte aujourd'hui deux députés hostiles au pouvoir personnel⁶ c'est – pour une large part – grâce à nos suffrages que ce grand succès à été possible.

Partout ailleurs, notamment dans des communes de faible ou moyenne importance et où, de ce fait, la constitution d'une liste s'avérerait impossible, nous nous efforcerons d'aboutir à des listes d'union dans le but de faire échec aux tenants du pouvoir personnel (souvent camouflés derrière un apolitisme de façade) et sur la base d'un programme clair de défense démocratique.

La récente loi électorale concernant les villes de plus de 30 000 habitants nous amène à considérer le cas particulier de Montauban. Depuis les dernières élections, la ville est administrée (?) par une municipalité réactionnaire grâce à l'alliance M.R.P.-U.N.R.-Indépendants. La logique de cette alliance a tout dernièrement conduit le maire Lacaze à se rendre à l'invitation de M.

⁶ Là aussi il y a eu nouveau mode de scrutin avec la création de deux circonscriptions. Louis Delmas a proposé un partage du territoire entre socialistes et radicaux et il a été élu pour le PS dans la circonscription de Montauban ; Antonin Ver dans la deuxième pour les radicaux. Jean Baylet était alors décédé.

Frey, ministre de l'Intérieur, en compagnie de M. Bégué et quelques autres inconditionnels, apportant ainsi sa caution à la politique du pouvoir contre les libertés locales.

Personne n'ignore que cette municipalité utilise sans retenue l'argent des contribuables montalbanais pour aider les établissements d'enseignement confessionnel de notre ville. De surcroît le Conseil municipal actuel fait preuve d'une rare incapacité et manifeste une telle indifférence aux affaires locales que ce n'est un secret pour personne que des réunions ont dû être remises faute d'avoir obtenu le quorum.

Du fait de la loi électorale actuelle, obligation est faite aux démocrates montalbanais de s'unir dès le premier tour s'ils veulent changer l'état de choses existant. En conséquence nous proposons que SE CONSTITUE DES LE PREMIER TOUR A MONTAUBAN UNE LISTE GROUPANT LES REPRESENTANTS DES PARTIS D'OPPOSITION AU POUVOIR, résolu à doter notre ville d'une municipalité démocratique et laïque. La composition de cette liste ne saurait poser de problème, la représentation des différents partis étant fixée en tenant compte de leur influence respective.

Telles sont les lignes directrices suivant lesquelles nous allons mener cette grande bataille politique ; les luttes revendicatives de la classe ouvrière, les manifestations paysannes de ces derniers temps, ont fait faire de nouveaux progrès au combat démocratique. Les élections municipales peuvent et doivent être une nouvelle étape positive dans la marche de notre pays vers une démocratie authentique.

Présentation

La date des élections approche et il s'agit de défendre un discours « gestionnaire » pour inciter les électrices et les électeurs à faire confiance au PCF. Le communisme municipal a toujours été un des terrains d'expérience de ce parti qui, par sa réussite, annonçait la société future.

Avant les élections municipales

Un mois à peine nous sépare des élections municipales. Pour l'U.N.R. et ses alliés réactionnaires, la grande opération de camouflage est amorcée. A en croire ces bons apôtres, le seul problème qui se pose est d'élire des « hommes compétents » et selon leur formule « des chefs d'entreprise » à la tête de nos communes.

De cette façon, ils pensent escamoter les vrais problèmes qui sont d'abord d'ordre politique : le mécontentement des travailleurs devant la dégradation de leur pouvoir d'achat, la ruineuse «force de frappe », la concentration agraire qui chasse les exploitants familiaux de leurs terres, les atteintes très graves aux libertés communales, les restrictions de crédit qui rendent de plus en plus onéreuses les réalisations municipales et qui alourdissent à l'échelon communal le fardeau des impôts et des taxes.

Ce serait trop commode et nous sommes décidés à mener la bataille sur ce terrain. Nous dénoncerons avec force la nocivité de la politique gaulliste pour les travailleurs de la

ville et des champs, et ses graves conséquences dans la gestion de nos communes.

Mais, nous ne refuserons pas le combat sur le terrain où le parti « officiel » et ses alliés veulent le mener. Des hommes compétents, des réalisateurs, au service de la population ? Les communistes s'honorent d'en compter de nombreux dans leurs rangs. Dans des localités importantes comme Ivry ou Saint-Ouen, les bienfaits de la gestion communiste sont tellement évidents que, depuis trente ans et plus, la population nous y apporte une confiance massive.

Dans notre propre département, la municipalité communiste de Verdun-sur-Garonne⁷, présente à sa population un bilan fort important pour une commune qui ne compte guère plus de 2 000 habitants. On lira dans les colonnes voisines, sa lutte pour les intérêts des habitants.

Et pour qu'on puisse comparer et juger, nous mettons ce bilan en parallèle avec celui de la municipalité UNR-MRP, Indépendants de Montauban, ville vingt fois plus peuplée que Verdun-sur-Garonne, où les ressources financières sont en proportion encore beaucoup plus importantes du seul fait de sa position de chef-lieu de département avec tous les avantages que cela comporte,

⁷ Les municipalités communistes ont été rares en Tarn-et-Garonne. Celle de Laguëpie à partir de 1920 et qui resta longtemps proche du PCF ; Celle de Verdun-sur-Garonne à la Libération puis celle de Villebrumier. Le discours sur le bien fondé de la gestion communiste fondé sur le soutien électoral qui ne faiblit pas sera un boomerang, le jour où ce soutien disparaîtra. La crise des municipalités communistes subira et alimentera la crise du PCF.

alors que Verdun n'est qu'un modeste chef-lieu de canton.

Cette comparaison est un élément important du dossier. Pour se mettre au service de la population, il faut connaître ses difficultés, ses besoins et ses aspirations. Or qui, mieux que les communistes — partie intégrante du peuple travailleur — peut les comprendre et les connaître? C'est ce qui explique leur dévouement inlassable, au milieu des pires difficultés créées par le pouvoir, pour obtenir des réalisations en faveur de la jeunesse, de l'enseignement, des vieux, de l'équipement sportif, etc.

C'est pourquoi, dans cette grande bataille que sont les élections municipales, les communistes appellent la population à leur faire confiance. Partout où c'est possible, nous présentons nos propres listes ; à Montauban, nous participons dès le premier tour à une liste d'union rendue nécessaire du fait de la loi électorale, pour battre l'UNR et la réaction.

Il faut maintenant tout mettre en œuvre pour remporter les succès indispensables qui prépareront la victoire d'une véritable démocratie dans notre pays.

Présentation

Changement d'époque : nous sommes dix ans après et cette fois c'est le conseiller municipal qui parle.

1974, n° 69, 13 janvier : L'école maternelle

Au niveau des écoles maternelles, les classes continuent d'être surchargées, ce qui s'explique par :

- une croissance lente mais continue des effectifs;
- la faible création de postes par l'Education nationale;
- l'insuffisance du nombre de salles de classe.

Sur ce dernier point il faut noter que cette insuffisance provient notamment du fait que le nombre de classes maternelles prévu dans les groupes scolaires est notablement insuffisant selon les critères du ministère de l'Education nationale.

D'une manière générale, les points noirs dans les écoles maternelles résident dans les surfaces restreintes des salles de repos et l'exiguïté relative des salles de jeux.

La municipalité a fait un gros effort pour utiliser au mieux les locaux existants ou, en dernière analyse, pour installer des préfabriqués.

Des travaux importants de réaménagement ou d'extension ont été réalisés dans les écoles maternelles du cours Foucault, de la rue Bêche, Alexandre 1er, mais il ne s'agit là que de palliatifs, même si la situation comme à la rue Bêche s'en trouve parfois nettement améliorée. La solution à ce problème réside dans la construction de nouvelles écoles maternelles afin de diminuer les effectifs

des écoles existantes et de permettre la scolarisation de nouveaux élèves. A ce sujet, notons que le programme de Provins n'a pas reçu l'ombre d'une application.

Le but à atteindre c'est que les salles de repos puissent être utilisées par au moins un quart de l'effectif, que chaque classe ait un effectif de l'ordre de 25 élèves ; un tel objectif nécessiterait d'augmenter à Montauban de 50% le nombre de classes existantes.

On le voit cela entraîne un gros effort et qui devrait être entrepris très rapidement, car il suppose l'acquisition de terrains et la construction d'écoles maternelles d'importance limitée (4 classes) ce qui aurait le double avantage d'une dissémination plus grande des écoles et d'une concentration d'élèves moindre dans un même établissement.

Quant au matériel d'enseignement dans les écoles maternelles, il évolue rapidement et les charges financières dans ce domaine s'accroissent. En plus des fournitures directes de la ville, le crédit disponible par classe pour les achats de matériel a été doublé en 1971 passant de 200 F à 400 F, et dans les cours préparatoires, de 100 F à 200 F.

Présentation

Ici la présentation est plus indispensable que jamais car il s'agit d'une position très rare dans l'histoire des élus communistes.

Pour dénoncer le désengagement de l'Etat et en appeler à l'action de la population, les élus communistes tentent une opération nouvelle.

Après la signature du Programme commun en 1972, le PCF tente de se différencier du PS qui gère paisiblement la crise.

Pierre Juge expliquera ainsi la position retenue :

« Notre abstention a la signification d'une opposition irréductible à la politique du pouvoir du grand capital et la volonté de voir les collectivités locales bénéficier des crédits nécessaires aux réalisations que sollicite notre époque et les besoins de la population.

Cette décision prise après mûre réflexion devrait selon nous, trouver son prolongement dans l'action unitaire du Conseil municipal associé à la population dont le rôle est déterminant pour contraindre l'Etat à faire face à ses obligations. Pour notre part, nous invitons la population à s'associer à ce combat. »

Le problème c'est que ce discours aurait dû conduire les élus du PCF à appliquer en permanence cette position car le désengagement de l'Etat a toujours été dénoncé fortement !

1974, n° 72, 3 février :
Le budget 1974 à la mairie de Montauban :
les communistes s'abstiennent.
Des propositions pour ne pas augmenter
les impôts locaux

Avant d'aborder la discussion du budget primitif, je voudrais au nom de mon groupe présenter quelques observations et avancer deux propositions.

Personne n'ignore, dans cette assemblée, les difficultés toujours croissantes auxquelles les municipalités sont confrontées dans l'exercice de leur tâche du fait de la politique gouvernementale à leur égard. Alors que le champ d'intervention de la collectivité locale ne cesse de s'élargir du fait des besoins nouveaux de la population dans les domaines les plus divers, ce qui impliquerait pour y faire face des moyens financiers plus importants, non seulement aucune réforme sérieuse et démocratique de la fiscalité locale n'est envisagée par le pouvoir mais, d'année en année, celui-ci réduit son aide et aggrave nos charges.

Il réduit son aide, par une diminution des subventions par exemple dans les constructions scolaires pour lesquelles la contribution forfaitaire de l'Etat n'a pas varié depuis 12 ans malgré la hausse rapide des prix. Il aggrave nos charges notamment par le prélèvement de la TVA sur les réalisations communales, ce qui revient à inverser les rôles puisque, de ce fait, les communes versent à l'Etat des sommes souvent plus importantes qu'elles n'en reçoivent.

Et cette situation s'aggrave d'année en année ce qui motive des réactions de plus en plus nombreuses d'élus locaux (...).

Cette année nous sommes décidés à pousser plus avant notre résistance à ces empiètements abusifs. Nous

proposons d'engager la lutte sur ce terrain et, pour être efficace, d'y associer la population de la commune qui nous a fait confiance et à laquelle nous nous devons d'expliquer notre action pour lui demander de la soutenir, car tel est son intérêt.

Telles sont sommairement exposées les raisons des propositions que nous formulons au moment d'engager la discussion du budget.

Nous proposons que les recettes budgétaires escomptées cette année soient majorées en leur incorporant :

— les 15/85 de la taxe sur les salaires puisque l'Etat nous verse les 85% de cette taxe, alors que nous revendiquons le versement de sa totalité.

— le montant total de la TVA que nous avons dû verser à l'Etat en 1973 sur nos différents travaux et réalisations et qui devrait faire l'objet de notre part d'une demande de subvention d'équilibre égale à la somme ainsi déterminée.

Pour ce qui nous concerne, nos propositions sont mûrement réfléchies et pesées. Nous allons d'ailleurs étudier le budget dans un contexte extrêmement préoccupant du fait de la crise dans laquelle nous plonge le gouvernement, dont la dernière décision, après toutes les autres, le flottement du franc c'est-à-dire sa dévaluation, va provoquer des hausses dont l'évaluation est imprévisible et qui rend très incertaines nos prévisions budgétaires.

C'est pourquoi nous sommes sûrs que l'initiative que nous prenons ici, même si elle n'avait pas votre accord aujourd'hui, ouvre une voie dans laquelle il faudra, dans un avenir proche, que nous nous engagions tous ensemble si nous voulons, du moins, nous acquitter sans faiblir de la mission qui nous est confiée.

Présentation

Cet article témoigne d'une des passions majeures de Jean Vignoboul : les questions économiques. Pendant deux ans, nous avons été ensemble au comité fédéral du PCF et j'ai retenu ses analyses permanentes sur la situation économique. En marxiste, il considérait que toute politique reposant sur l'analyse économique, il fallait suivre cette actualité à la loupe.

1974, n°108, 13 octobre : Pétrole et inflation

Les hommes qui nous gouvernent tentent quotidiennement de rendre l'augmentation du prix du pétrole l'unique (ou presque) cause des difficultés que connaît la situation économique du pays.

En premier lieu, l'inflation. Or les hausses incriminées du prix du pétrole datent de 1973. Les années précédentes furent-elles des années sans hausses des prix ? Il convient de rappeler que l'inflation des années 1970-1972 atteignit et dépassa souvent 8 % sur les prix de détail. Ce n'était pourtant pas là le pétrole qui était en cause.

Il faut savoir que les années 60 furent marquées par une augmentation pratiquement ininterrompue des prix, cependant que le prix du pétrole brut ne variait pratiquement pas, ce qui revenait à pénaliser les pays producteurs, qui voyaient d'année en année baisser leur pouvoir d'achat sur le marché international, ce qui n'empêchait même pas les gouvernements de cette

époque d'augmenter le prix de l'essence, notamment par l'augmentation de taxes.

Les calculs des experts économiques montrent d'ailleurs que les hausses décidées par l'OPEP n'ont qu'une faible répercussion sur les prix. C'est ainsi que cette année la hausse des prix atteindra 17 à 18 %. Au grand maximum le pétrole sera responsable de 4 %.

Par contre, ce que cachent les hommes qui nous gouvernent, ce sont les profits fabuleux des grosses sociétés pétrolières qui se taillent la part du lion. Leurs profits montent à vive allure ceux de la BP ont augmenté sur l'an dernier de 276 %, de Texaco de 98 %, de Mobil 84 %, de Esso 53 %. Voilà donc un secteur où l'Etat pourrait faire des prélèvements importants pour tenter de juguler l'inflation.

Malheureusement, et pour l'instant, les hommes qui nous gouvernent sont du côté des grosses sociétés multinationales. D'où fruits amers de leur politique : inflation, déficit de la balance commerciale, hausse des prix et chômage. En somme la crise.

Pour en sortir les seuls remèdes efficaces sont ceux que propose l'Union de la Gauche avec le programme commun.

Les élus communistes et les problèmes de la rive gauche

Il y a quelques semaines, le président de l'association «Montauban – Rive Gauche » s'adressait à tous les élus pour connaître leur opinion sur les problèmes dont cette association se fait le porte parole. Jean Vignoboul, adjoint au maire lui a fait, au nom du groupe communiste, la réponse ci-dessous.

(...) Le fait que votre association ait été invitée à plusieurs séances de travail répond au souci de la municipalité de faire participer la population à la gestion de la cité et tout particulièrement, aux projets dans lesquels se prépare son avenir à moyen et long terme. Et selon nous, il convient d'élargir encore ce dialogue indispensable à la mise au point d'une politique communale répondant pleinement aux aspirations de la population. Pour être convaincus de cette orientation, nous n'avons pas eu besoin de nous inspirer des thèmes du club très gouvernemental « Perspectives et Réalités », présidé comme chacun sait par M. Fourcade, ministre des Finances, lequel n'a pas eu jusqu'ici beaucoup d'imagination pour définir une politique financière favorable aux collectivités locales qui, comme on le sait, sont victimes de transferts de charges lourdes et multiples au bénéfice de l'Etat. Ceci dit, non pas dans un dessein de polémique, mais pour souligner le contexte difficile dans lequel le gouvernement place délibérément les communes de ce pays, ce que nul ne doit ignorer quand il veut traiter correctement des problèmes municipaux.

Cela dit, examinons point par point les problèmes concernant la Rive Gauche.

La zone inondable d'abord, serait, selon votre expression, source de tous vos maux. L'association, d'après la lettre, s'est rangée à l'avis préfectoral et avait tenu compte du fait qu'un danger permanent était créé par son existence.

Cette formulation nous paraît peu claire : faut-il entendre l'existence de la zone inondable ou le danger permanent d'inondation ? D'après le contexte, l'association semblait admettre l'avis préfectoral ayant sans doute le poids officiel, que cette zone devait être délimitée d'une manière précise. Or, la comparaison des cotes des différents points du secteur communal rive gauche et de celle de l'inondation de 1930 montre que seule une surface restreinte de cette partie de la commune de Montauban échappe à une crue de cette importance. Cette position de l'association nous paraît alors peu compatible avec le but qu'elle s'assigne. Quant aux travaux de protection éventuels vous soulevez là un problème technique d'une grande ampleur sur lequel, dans l'état actuel des choses, il nous est impossible de nous prononcer. L'exemple d'Agen que vous invoquez ne nous paraît pas un argument car :

a) l'efficacité de la réalisation ne pourra être prouvée que par les faits, c'est-à-dire l'épreuve d'une crue comparable à celle de 1930 ;

b) les sites des deux villes ne peuvent être comparés et les solutions éventuelles ne sont certainement pas semblables.

Quant à faire figurer dans le P.O.S. l'hypothèse de travaux de protection aléatoires et ne constituant pour l'instant qu'un vœux pieux, l'honnêteté la plus élémentaire à l'égard de la population ne nous le permet pas.

Par contre nous ne pensons pas que le risque d'inondation — la crue de 1930 a été d'une exceptionnelle ampleur — impose aux quartiers concernés des restrictions trop sévères de nature à les faire périlcliter.

Ce qui nous amène à traiter simultanément des deux derniers problèmes : le classement des quartiers et les éléments d'équipement.

Tout d'abord la partie urbaine de la rive gauche limitée en gros par la voie ferrée Toulouse-Paris nous paraît devoir être traitée comme les autres quartiers urbains de la ville et on doit y favoriser une densification raisonnable (15 % sur la population de 1968 selon le compte-rendu de la commission de travail du 22 Février 1974, ce taux pouvant d'ailleurs être modifié positivement est déjà intéressant). A ce sujet, faisons remarquer que la municipalité s'emploie à favoriser la relance de ces quartiers, l'ouverture prochaine d'un centre social comprenant une halte-garderie, un foyer pour personnes âgées, un centre de protection maternelle et infantile, la construction en cours d'une école primaire, un projet d'école maternelle à 4 ou 5 classes, la réalisation du troisième pont urbain sur le Tarn qui doit commencer prochainement, le passage souterrain de la barrière de la route de Montech, les équipements sportifs, terrain de sports en cours d'implantation et gymnase prévu, constituent des atouts importants pour ces quartiers. Ajoutons que le groupe que je représente s'est prononcé au Conseil municipal d'une manière claire pour que les terrains du Treil, bientôt libérés, soient destinés à des logements plutôt qu'à un espace vert, ceci pour amorcer une dynamique de construction dans ce secteur.

Quant aux quartiers de Rouges, Labastiolle, Pouty et Gasseras ils rentrent selon nous dans la définition « **des quartiers périphériques devant être aménagés et**

équipés pour former des entités et avoir leur vie propre, avec amélioration des possibilités de contact avec le centre ville » (la partie soulignée est le texte du compte-rendu de la commission de travail dans sa réunion du 22-2-74)

Ce qui suppose bien entendu la réalisation de la partie manquante des voies et réseaux divers nécessaires en particulier l'eau et l'assainissement. Pour l'eau, la réalisation est en cours et chaque année voit maintenant une nouvelle tranche de travaux concrétisée. Pour l'assainissement, les problèmes techniques et financiers sont plus difficiles mais doivent être assez rapidement surmontés, pour ouvrir la voie à cette réalisation qui débutera en 1976.

Ceci étant, il existe une délibération du Conseil municipal qui permet d'inclure dans le POS des périmètres concernant les quartiers susnommés où la construction sur 1000 m² sera autorisée. Bien entendu il ne saurait être question d'entraver où que ce soit la rénovation et la transformation des maisons anciennes, ce que le POS peut expliciter. Quant aux contraintes que vous évoquez concernant les maisons neuves, nous ne voyons pas d'inconvénient à rouvrir un débat sur cette question avec la Direction Départementale de l'Equipement pour modifier ces dispositions dans un sens plus conforme aux facilités de construction.

Il nous paraît, au terme de cette lettre, avoir abordé franchement et avec le plus de clarté possible, les problèmes posés. Toutefois, fidèles à notre ligne de conduite, nous sommes toujours prêts à rencontrer des représentants de votre association pour un échange de vues sur tout problème qu'il vous paraîtrait utile de nous soumettre. Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Présentation

Jean Vignoboul a dû écrire cet article en pensant à son ami de toujours Emídio Guerreiro.

1975, n° 126, 16 février : Le Portugal en marche

Dans moins de trois semaines, le Portugal va connaître ses premières élections démocratiques depuis plus d'un demi-siècle. C'est un événement considérable dans un pays accablé par la plus large dictature raciste de l'histoire, responsable d'un énorme retard économique et technique, de la misère, avec l'opulence et le luxe d'une minorité privilégiée, support politique de l'ancien régime. Ce qui caractérise le nouveau cours des événements depuis le 25 avril 1974, c'est la contradiction croissante entre les aspirations démocratiques du peuple d'une part, et d'autre part, la volonté de la classe économiquement dirigeante de sauvegarder ses intérêts essentiels. La grande bourgeoisie portugaise qui, n'avait pas su résoudre la crise provoquée par des guerres coloniales sans issue, tente de reprendre en main une situation qui lui échappe. Dans cette bataille elle a connu une série d'échecs le 28 septembre : celui de la tentative de manifestation dite de la majorité silencieuse, qui entraîne la démission de Spínola, puis le putsch avorté du 11 mars

qui provoque sa fuite précipitée au Brésil où il rejoint Caetano et ses acolytes.

Chacun de ces succès de la démocratie a été le fruit de l'alliance toujours plus étroite entre le peuple et le MFA. En retour cette alliance en est chaque fois sortie consolidée. Le nouveau gouvernement s'attaque aux forteresses économiques de la réaction : nationalisation des banques, de compagnies d'assurances, de certaines grosses sociétés, réforme agraire contre les grands propriétaires fonciers des provinces du sud, épuration dans l'armée et dans l'administration des éléments ayant participé à la préparation du putsch. En même temps la création du Conseil de la Révolution illustre la volonté du MFA de ne pas laisser mettre en cause l'application de son programme et le processus démocratique engagé le 25 avril.

Il n'en faut pas davantage pour que se développe en Europe occidentale et ailleurs, en particulier dans notre pays, une campagne d'intoxication dont la préoccupation est double : d'une part tenter d'isoler la jeune démocratie portugaise et préparer son étouffement, d'autre part en faire une arme contre l'Union de la Gauche et le Programme commun. Le thème de cette campagne est simple voire simpliste : les communistes portugais sont accusés de vouloir s'emparer du pouvoir politique et d'étouffer à leur profit les libertés démocratiques. Accusation sans fondement si l'on s'en tient aux faits : le PCP⁸ ne contrôle ni la radio, ni la télévision, ni la presse à part son quotidien « Avante ». Il participe à égalité de droits et de devoirs au gouvernement avec le Parti Socialiste et le PPD. Comme chacun des autres partis il mène sa campagne électorale avec, comme moyens,

⁸ Parti Communiste Portugais

l'enthousiasme et le dévouement de ses militants et s'il obtient un grand succès, c'est grâce au prestige que lui vaut le combat sans défaillance qu'il a mené contre le fascisme dès le début.

Que les nostalgiques de Salazar et de Caetano, silencieux devant la répression et les crimes de l'ancien régime, s'érigent aujourd'hui en vertueux censeurs de la démocratie portugaise n'est pas pour surprendre : c'est dans la logique de l'histoire.

Mais ce qui est plus inquiétant, c'est la contribution de Mario Suarès et de ses amis du Parti Socialiste à cette campagne. On peut légitimement s'étonner qu'ils se trompent de cible et qu'au lieu de dénoncer les véritables ennemis de la démocratie portugaise, la grande bourgeoisie et ses Spinola, ils attaquent les communistes et facilitent ainsi les tentatives contre-révolutionnaires de la réaction.

C'est un calcul politique à courte vue qui consiste à utiliser à son profit les arguments anticomunistes répandus depuis longtemps par le fascisme. Nul ne devrait en effet oublier la terrible leçon de l'histoire aux socialistes allemands qui, ayant contribué à briser la révolution de 1918, furent emportés à leur tour et le peuple avec eux par l'avalanche du nazisme.

En France même, nous avons entendu des propos surprenants à l'annonce de la suppression du Parti Démocrate Chrétien et de deux mouvements gauchistes portugais. Il faut quand même rappeler que des dirigeants du premier étaient impliqués dans le putsch du 11 mars et que les seconds avaient provoqué des incidents sanglants dans plusieurs villes dont Sétubal. Faudrait-il donc sans réagir laisser se développer les complots, la violence, les menées subversives et au nom de la démocratie, la mettre en péril ? Or il s'agit de construire un édifice démocratique

dans un pays assailli par des difficultés de toutes sortes : économiques, politiques, sociales, pour l'essentiel teintées du fascisme. Pourtant aucune atteinte n'est portée aux libertés : de réunion, d'expression, d'association puisque douze partis mènent campagne librement pour les élections du 25 avril prochain. A l'évidence, le Portugal conduit là une expérience originale qui mérite l'intérêt et le soutien de tous les démocrates. Son succès sera certes, d'abord et avant tout, celui du peuple portugais lui-même, mais il sera aussi le notre dans la mesure où nous aurons fait connaître la vérité sur le Portugal en marche.

1975, n° 138, 11 mai : Problèmes scolaires en 1975

Quelques chiffres situeront pour nos lecteurs importance du domaine scolaire dont la commune de Montauban à la charge :

- dans les écoles maternelles, l'effectif à la rentrée scolaire 1974 était de 2 483 élèves pour 65 classes et 20 écoles maternelles ;
- les 33 écoles primaires de la commune avec 166 classes ont reçu à cette même date 3 753 élèves ;
- enfin les 4 établissements du 1^{er} et du 2^{ème} degré ont un effectif de 3 500 élèves dont il faut souligner qu'une partie est issue de communes autres que Montauban.

Soit pour une population de 50 000 habitants près de 10 000 élèves des établissements publics ; cela situe l'ampleur des problèmes à résoudre.

Pour l'enseignement pré-élémentaire et primaire la commune supporte la très grande partie des charges de l'entretien des bâtiments scolaires et des acquisitions de livres et matériel d'enseignement, ce dernier ayant tendance à grandir très rapidement du fait de la croissance des moyens audiovisuels de plus en plus utilisés dans la pédagogie actuelle. Or, précisément dans ce domaine, nous avons connu depuis près de deux ans d'importantes augmentations de prix atteignant ou dépassant 20 voire 30 %. Il en est de même d'ailleurs pour les travaux d'entretien qui interviennent chaque année après consultation des directeurs et directrices d'écoles et avec la participation des services techniques de la ville. Grâce à l'effort financier de la commune nos bâtiments scolaires sont dans un état satisfaisant, malgré des difficultés certaines dans certains groupes scolaires

du fait de l'ancienneté des bâtiments et de la vétusté qui en découle.

Dans beaucoup de cas, les problèmes les plus difficiles se posent dans les bâtiments scolaires qui n'étaient pas à l'origine conçus pour leur rôle actuel. C'est notamment le cas du CES de Villebourbon à l'étroit dans ses locaux, avec un bâtiment qui date du début du siècle. La commune y fait un effort important pour remédier à ces difficultés, mais la solution véritable, c'est la mise en œuvre d'importants travaux de construction et de rénovation, dont l'Etat devra prendre l'essentiel de la charge, pour que cet établissement ait les moyens de fonctionner dans des conditions satisfaisantes

D'ailleurs la municipalité est en train de réaliser la condition qui permettra la réalisation de cette transformation sur un terrain bordant la rue Gustave Jay et à la rentrée de septembre prochain les élèves des classes primaires de Villebourbon auront à leur disposition des locaux neufs. De ce fait, le CES de Villebourbon bénéficiera des salles occupées à ce jour par l'école primaire.

A ce sujet d'ailleurs il est utile que les Montalbanais sachent que la réalisation de ce groupe scolaire coûte à la collectivité locale 316 millions d'AF (y compris les logements de fonction) sur laquelle elle devra payer 46 millions de TVA. Comme la subvention de l'Etat atteint à peine 94 millions, soit nettement moins de la moitié de la dépense subventionnable (logements déduits), on voit par là combien devient illusoire l'aide de l'Etat pour les constructions scolaires du 1^{er} degré.

D'autre part, la ville doit en même temps résoudre le problème des équipements scolaires dans les nouveaux quartiers. C'est ainsi que cette année — sans que nous en ayons encore l'assurance formelle — nous devons recevoir

la subvention pour la construction d'une partie du nouveau groupe scolaire des Chaumes soit deux écoles maternelles et une école primaire. La tranche subventionnée cette année devrait permettre la mise en route des travaux de la première école maternelle de 6 classes et de quelques classes primaires. Le terrain est acquis depuis plusieurs années et y sont d'ailleurs installés des préfabriqués pour des classes maternelles. Le projet est pratiquement au point et, dès que le financement sera assuré, les travaux pourront commencer. En principe cette première tranche devrait être opérationnelle pour la rentrée de 1976.

Malgré ces importants efforts de la collectivité locale on ne peut dire que la situation scolaire à Montauban soit satisfaisante. Il reste beaucoup à faire surtout dans le domaine des écoles maternelles. Le ministre de l'Education M. Haby, assisté de Mme Lesur secrétaire d'Etat, veut faire supporter aux communes de nouvelles charges pour un allongement des horaires, certes très utile pour les parents. Mais si l'Etat n'accroît pas les moyens financiers, c'est là pure démagogie. Car les écoles maternelles ne peuvent pleinement jouer leur rôle — très important — dans la démocratisation de l'enseignement que si elles sont plus nombreuses et mieux équipées. A Montauban, il nous faudrait au moins 4 à 5 écoles maternelles soit 20 classes supplémentaires pour que ce but soit atteint. C'est dire que la condition première est d'ordre financier. Le pouvoir actuel nous a assez montré ses limites pour que nous nous laissions aller à l'optimisme. Dans ce domaine, comme dans les autres, la solution passe par la mise en œuvre d'une politique nouvelle.

LES REALISATIONS SCOLAIRES
Commune de Montauban : 1965-1977
Sous la responsabilité de Jean Vignoboul

Extension de Pomponne (primaire) 1966 et 1970

Constructions :

J.-Guesde (primaire) 1966

J.-Guesde (maternelle) 1967

Verlhaguet (primaire) 1968

Extension Linon (primaire) 1968

Constructions :

Ecole Pilote (dite aussi expérimentale) 1969

Ecole Centre (primaire) 1970

(Ces deux écoles seront ensuite regroupées et deviendront
Ecole Alexandre 1^{er})

Extension école de Fonneuve 1971

Constructions :

Monplaisir (collège) 1971 '

Monplaisir (primaire) 1972

Monplaisir (maternelle) 1972

Extension Saint-Hilaire : 1973

Constructions :

Villebourbon (primaire) 1975

Les Chaumes (maternelle) 1976

Les Chaumes (primaire) 1977

Par la suite des projets envisagés sous la responsabilité de Jean
Vignoboul continueront de voir le jour comme :

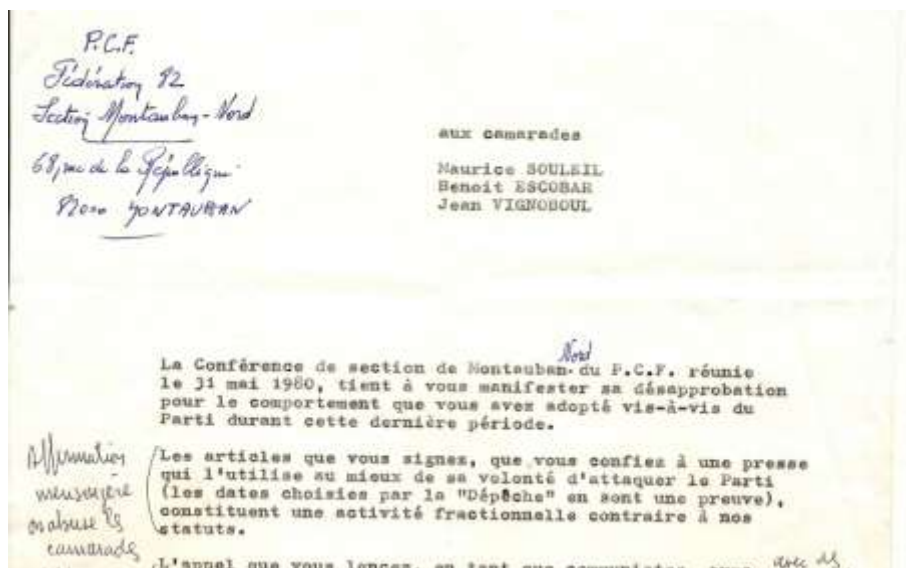
Villebourbon (maternelle) 1979

Extension Petit- Versailles (maternelle) : 1979

Derniers échanges avec le PCF

Voici l'ultime lettre du PCF reçue par Jean Vignoboul. Il s'est amusé à l'annoter dans la marge.

Nous la recopions en entier, page suivante :



PCF Fédération 82 Section Montauban-Nord
68, rue de la République 82000 Montauban

Aux Camarades
Maurice Souleil
Benoît Escobar
Jean Vignoboul

La Conférence de section de Montauban-Nord du P.C.F. réunie le 31 mai 1980, tient à vous manifester sa désapprobation pour le comportement que vous avez adopté vis-à-vis du Parti durant cette dernière période.

Les articles que vous signez, que vous confiez à une presse qui l'utilise au mieux de sa volonté d'attaquer le Parti (les dates choisies par la "Dépêche" en sont une preuve), constituent une activité fractionnelle contraire à nos statuts.

Note Jean Vignoboul : Affirmation mensongère, on abuse les camarades.

L'appel que vous lancez, en tant que communistes, avec des membres d'autres partis, est contraire à la ligne du XXIIIème Congrès, ligne qui jusqu'au Congrès suivant constitue une règle qui doit être respectée publiquement par tous les communistes.

Note Jean Vignoboul : Problème de l'union.

Actuellement, le PCF est la seule force politique qui s'oppose de manière résolue à la volonté du pouvoir giscardien d'intensifier l'austérité pour les travailleurs pour le plus grand profit de quelques-uns. Il est de ce fait la cible de la part de la bourgeoisie et des partis réformistes, d'une très forte campagne anticommuniste.

Note Jean Vignoboul : Comment alors expliquer la stagnation de son influence ?

Votre action, qui vise de l'extérieur du Parti, à étaler vos désaccords avec lui, constitue particulièrement dans cette période de lutte idéologique, une aide pour ses ennemis.

Note Jean Vignoboul : Accusation sans preuve, termes de procès staliniens, en l'absence des accusés c'est plus facile !

Pour cela, à l'unanimité, nous condamnons votre attitude.

Des possibilités existent sans cesse élargies, dans notre Parti, de donner son point de vue, de faire connaître ses désaccords éventuels, d'en discuter, de faire avancer les idées que l'on croit justes dans le cadre de la préparation des Congrès.

Chacun peut avoir des désaccords, mais quand ils sont très nombreux et portent sur l'ensemble de notre stratégie, il n'y a pas d'obligation à rester membres du Parti.

Note Jean Vignoboul : Il s'agit en effet d'un choix.

Camarades, nous regrettons vivement que des communistes ayant eu l'activité militante et les responsabilités qui furent les vôtres aient un tel comportement.

Pour le texte unanimité.

1 camarade a demandé que ce texte ne soit envoyé qu'à Maurice Souleil.

Présentation

*A la Libération naît un quotidien communiste, **Le Patriote du Sud Ouest**. Jean va beaucoup y écrire. C'était un tour de force que d'arriver à remplir chaque jour la page départementale. Maurice Oustrières est le coordonnateur de l'opération. J'ai retenu cet article qui nous permet de rencontrer le jeune Vignoboul qui n'a pas encore son langage propre. Son texte témoigne des impératifs de tout écrit communiste de l'époque et pour longtemps encore.*

Le Patriote mai 1953

Vive notre 8^e Conférence fédérale

Jean VIGNOBOUL

**secrétaire de la Fédération de Tarn-et-Garonne
du Parti Communiste Français**

Cet après-midi s'ouvre à Moissac, la huitième Conférence fédérale de la Fédération du Tarn-et-Garonne du Parti Communiste Français.

Pendant deux jours, une centaine de délégués représentant les sections de tout le département vont étudier la ligne politique du Parti et les moyens de son application.

Notre huitième Conférence sera présidée par notre camarade Fernand Grenier, député de la Seine, l'un des dirigeants les plus connus de l'association France-URSS, qui représentera le Comité central de notre parti ; Qu'il nous soit permis, à cette occasion, d'adresser à la fois des sentiments d'affection des communistes du Tarn-et-Garonne pour la direction du Parti, et en premier lieu pour Maurice Thorez, et la bienvenue à Fernand Grenier.

Sous sa présidence, nous sommes assurés que les débats et les travaux de notre conférence se dérouleront dans les meilleures conditions, permettant une étude sérieuse et efficace des problèmes posés.

Or, ces problèmes ne manquent pas. La politique gouvernementale a de déplorables effets dans notre département.

L'augmentation constante des charges de guerre (qui pour notre département atteignent compte-tenu du budget 1953, six milliards de francs), écrase l'économie de notre pays. La recherche du profit maximum par des entreprises capitalistes entraîne une misère accrue pour les travailleurs qu'aggrave l'extension rapide du chômage, lui aussi conséquence de la recherche par les capitalistes du profit maximum. Cela a des répercussions dans nos campagnes par la mévente des produits agricoles et, dans les petites et moyennes exploitations rurales, la crise s'aggrave.

Le petit commerce, l'artisanat, sont en conséquence gravement touchés eux aussi. Dans ces conditions, les communistes de notre département doivent examiner comment ils vont organiser les différentes couches laborieuses pour la défense victorieuse de leurs revendications, pour lutter contre le chômage total et partiel, contre les bas salaires, contre les taudis. Ils doivent examiner comment réaliser l'alliance de tous ceux qu'écrase une politique de misère et de guerre, afin d'aboutir à la constitution d'un gouvernement de paix qui donnera à tous du travail, du pain, des logements convenables.

La lutte pour les revendications ne doit pas nous faire oublier que pour briser le mécontentement populaire qu'il sent grandir, le gouvernement veut étouffer les

libertés et dans ce but porter des coups au seul véritable parti d'opposition : le nôtre.

Aussi, notre Conférence examinera-t-elle les moyens de briser le complot, et sans doute demandera-t-elle à tous les communistes de faire plus encore pour arracher à la prison Alain Le Léap, Guy Ducoloné et les autres patriotes emprisonnés, pour empêcher la levée de l'immunité parlementaire de Jacques Duclos, Etienne Fajon, François Billoux, Raymond Guyot et Léon Feix, pour faire cesser les poursuites dont est l'objet notre camarade Pierre Juge, secrétaire fédéral, de la part du tribunal militaire de Bordeaux, ce même tribunal qui vient de faire preuve d'une scandaleuse clémence à l'égard des S.S. d'Oradour.

Et cela nous amène à la troisième grande préoccupation de notre Conférence fédérale : la défense de la paix.

Car le gouvernement Mayer-Boutemy et sa majorité veulent sauver les bourreaux d'Oradour pour recommencer la guerre d'Hitler.

Comment condamner en effet, les S.S. assassins de femmes et d'enfants, quand on prépare de nouveaux Oradour, quand se prépare, sous nos yeux, une troisième guerre mondiale, la guerre que les impérialistes américains veulent faire à l'Union Soviétique ?

Mais cette politique n'est pas seulement dangereuse pour la paix du monde ; elle l'est pour la sécurité de la France.

Les accords de Bonn et de Paris, qui prévoient le réarmement de douze divisions allemandes pour commencer, vont être, incessamment, soumis au Parlement. S'ils sont ratifiés, l'Allemagne occidentale, dirigée par des revanchards où des généraux nazis tiennent le haut du pavé, va redevenir rapidement une puissance militaire de premier plan, et les Français

savent par l'expérience de deux guerres et d'une brutale occupation comment ces choses se terminent.

Il n'est donc que temps d'arrêter la marche à une nouvelle catastrophe.

Empêcher le réarmement de l'Allemagne, faire cesser les guerres en cours, obtenir la signature d'un traité de paix entre les Cinq Grands, voilà les buts qu'il faut atteindre pour arriver à la paix.

Notre huitième Conférence fédérale aura à orienter l'activité des communistes dans ce sens.

Et maintenant au travail ! Amis de la doctrine invincible du marxisme-léninisme, ayant puisé, dans le dernier ouvrage de Staline, des forces nouvelles, sûrs que, quoi qu'il arrive, l'avenir appartient au communisme, vers lequel marchent déjà huit cents millions d'hommes de l'Elbe au Pacifique, les communistes du Tarn-et-Garonne vont préparer avec de nouvelles et grandes luttes, de nouvelles victoires. Vive la huitième Conférence fédérale de notre grand Parti Communiste Français !

Éléments biographiques

Jean Vignoboul (1921-2012)

Né le 2 décembre 1921 à Gaillac (Tarn), fils d'un cheminot, syndiqué, admirateur de Jaurès, sympathisant socialiste après la Première Guerre mondiale, c'est suite à une mutation de son père à Montauban, que le petit Jean Vignoboul va devenir élève de l'Ancien Collège de cette ville.

Vu qu'il est bon élève, comme beaucoup de directeurs d'école Monsieur Bousquet le propose au concours d'entrée à l'Ecole normale de Montauban. A sa surprise, il est collé. Monsieur Bousquet ne s'en tient pas là et va à l'Inspection Académique vérifier les copies. Là il découvre qu'en calcul, même si le raisonnement suivi n'a pas été celui attendu, le petit Jean est bel et bien arrivé au résultat ! Après une négociation, il est entendu qu'il entrera l'année suivante à l'École normale d'Instituteurs de Montauban, directement en deuxième année, et nous sommes en 1939. En attendant il prépare son brevet supérieur⁹.

Dès cette époque, pour l'année 1937-1938 (il a donc 16 ans), fidèle à la tradition familiale, il adhère aux Jeunesses socialistes SFIO.

De la formation à l'Ecole normale dans les conditions nouvelles de l'occupation, il se souvient d'un stage à

⁹ Bien des éléments de ce texte viennent d'une rencontre avec Madame Vignoboul le 22 janvier de 10 h à 11h 15 et quinze jours après dans les mêmes conditions.

l'école d'agriculture d'Ondes où les jeunes normaliens souffraient de la faim.

En 1941 il devient instituteur à Maubec. Situation difficile car il devait aller manger à Solomiac, petite ville du Gers à quelques kilomètres. Même quand on est jeune, la montée vers Maubec n'avait rien de facile, surtout avec les vélos de l'époque. Jean Vignoboul décide alors de devancer son entrée aux Chantiers de Jeunesse qu'il rejoint en octobre 1941 au Vigan dans le Gard. Il y reste jusqu'en mai 1942, ce qui lui permet de reprendre un poste, sans doute à Monclar, et de bénéficier ainsi du salaire pendant les vacances.

L'épreuve suivante, pour tous les jeunes de l'époque c'est le STO. Une épreuve d'autant plus difficile qu'elle donne lieu à une vive explication entre le père et le fils. Pendant la guerre 14-18 le père avait été contraint de passer sept longues années sous les drapeaux. Entré au service militaire en 1912, il fera la guerre en Asie d'où il ne reviendra qu'en 1919, trainant avec lui des traces de paludisme. Le père considérait qu'il était du devoir de son fils de partir au S.T.O¹⁰. Le fils ne l'entendait pas de cette oreille. D'autant qu'il s'était marié civilement en août 1942 à Montauban, avec une employée, future contrôleuse divisionnaire des contributions indirectes, active pendant la Résistance, membre du Parti communiste français dès le mois d'octobre 1943.

Dès avant la guerre, Paulette Vignoboul est engagée dans le combat social, d'abord pour aider à l'accueil des Italiens. Elle se souvient que déjà, à l'école, en soutien aux petits Italiens, elle affrontait les propos racistes

¹⁰ Service du Travail Obligatoire

d'enfants usant du terme bien connu de macaroni¹¹. Puis, avec sa mère divorcée depuis longtemps et ses grands-parents maternels, ils aident les nombreux Espagnols réfugiés à Montauban. Ils en font évader plusieurs du camp de Septfonds. C'est donc naturellement qu'elle participe à la Résistance, en particulier en produisant de fausses pièces d'identité. Elle se souvient particulièrement de la Toulousaine Jeanne Lafay, évadée des Baumettes à Marseille et réfugiée chez elle. Un jour elle a croisé à Montauban le policier qui l'avait arrêtée aussi elle a décidé de se teindre en blonde.

De son côté, Jean devient réfractaire au STO en janvier 1943 en obtenant d'abord une phase sursitaire en raison des ses études supérieures en mathématiques, jusqu'au 4 août 1943.

Puis il se cache d'abord dans le Tarn et Tarn et Garonne car il ne peut intégrer le maquis FTPF par manque de place, que le 7 juin 1944. Là, avec le Portugais Emidio Guerreiro¹² il entre dans le maquis FTPF de Saint-

¹¹ Nous avons parlé du cas de l'ébéniste Bruno Gherdi, un Italien que j'ai croisé une seule fois et qui a été au cœur de la Résistance, un homme qui mériterait quelques pages. Enfant de l'assistance, il a été élevé par des communistes italiens. Réfugié en France, c'est lui qui, en 1943, fait adhérer Paulette. Elle se souvient que chez lui, aux Ramiers, il y avait un phonographe pour écouter l'opéra.

Ami de Malou Rauzet, celle-ci aurait voulu qu'il me raconte ses souvenirs, surtout concernant la tentative d'évasion de Louis Sabatié, mais comme avec les autres, il s'y refusa. C'est après ce moment crucial de sa vie qu'il quitta le PCF.

¹² Emidio Guerreiro, universitaire en mathématiques, a d'abord subi la prison de Salazar, il s'échappe et fuit en Espagne où la République lui redonne un poste de professeur, mais il doit fuir Franco et se retrouve au camp de Septfonds. Il réussit à s'en échapper et se réfugie chez la mère de Paulette. Il va donner des leçons de mathématiques à Jean. Ils resteront amis tout au long de leur vie.

Antonin (maquis Vidal puis Louis Sabatié) sur le Causse de Servanac, dont il devint le chef du groupe du 7 août 1944 au 30 novembre 1944. Son nom de guerre est Larroque, qui n'est autre que le nom de famille de son épouse, mais sa mère ayant divorcé, celle-ci s'appelait Gaubil.

A la Libération, Jean Vignoboul devient, pour la jeunesse, le secrétaire départemental du Front national. Puis il effectue son service militaire dans un régiment d'infanterie et le termine comme sous-lieutenant.

Ensuite il devient permanent du PCF pour la Fédération du Tarn et Garonne, parti auquel il a adhéré le 16 juillet 1944. Dès le 30 octobre 1945 il est le secrétaire politique de la Fédération dirigée par Pierre Juge, jusqu'en 1947.

Pierre Juge est député et Paulette Vignoboul, en plus de son travail, accepte de lui servir de secrétaire. A un moment, le maigre salaire de permanent de son mari n'est plus versé pendant trois mois. Il s'en suit des frictions avec Pierre Juge, Paulette cesse d'assurer le secrétariat bénévole.

Jean Vignoboul redevient instituteur en février 1947 tout en restant le deuxième secrétaire de la fédération communiste et en s'occupant du journal fédéral¹³. En

¹³ Paulette se souvient que les fonctions de Jean ont fait qu'ils ont reçus chez eux plusieurs grands dirigeants comme Marcel Paul, Jacques Duclos et André Marty. Autant avec les deux premiers, les relations furent amicales, autant avec André Marty il en fut autrement. Il jugea méchamment les tomates farcies mal cuites, peu attentif au fait que la cuisinière Paulette avait aussi son travail professionnel à accomplir.

1953, il suit les cours de l'Ecole centrale des Instituteurs communistes.

Premier désaccord avec le PCF

«Ebranlé» par le XXe congrès du Parti communiste d'Union soviétique, Jean le fait savoir et il est alors maintenu en 1956 au seul bureau fédéral. Le prétexte, indiqué par Fernand Grenier¹⁴ dans son rapport sur la Conférence fédérale de juin 1956, fut son désir de préparer une licence de mathématiques. Il inverse les réalités : ayant moins de responsabilités, Jean Vignoboul qui avait obtenu, pendant la guerre, un certificat de mathématiques à la Faculté de sciences de Toulouse (avec l'aide de l'ami portugais Emidio Guerreiro) va reprendre ses études et il en obtient deux autres ce qui lui permet de devenir professeur d'enseignement général des collèges (sciences) à Montauban en 1957¹⁵.

L'année 1956 ayant été «digérée», il est réélu au secrétariat fédéral du PCF en 1959 et devient responsable de la propagande et de l'éducation, puis des intellectuels, à partir de 1964, jusqu'en 1965.

Deuxième désaccord

Le rapport de Balmigère sur la réunion du comité fédéral du 2 décembre 1961 (jour anniversaire de Jean), indique que, dans la discussion sur le mouvement communiste international, « tout en se déclarant d'accord avec la ligne du XXII^e congrès d'URSS, Vignoboul considère que les dirigeants du Parti communiste chinois ont certainement

¹⁴ Les informations qui suivent viennent d'un biographie du Maitron.

¹⁵ Jean n'a pas noté alors que le changement de statut lui faisait perdre le droit au logement de fonction d'instituteur qu'ils occupaient à l'Ecole de Lalande. C'est Paulette qui, notant cet élément, part en quête d'un terrain dans le secteur des Chênes pour y faire construire leur maison.

des raisons de défendre leurs thèses et qu'en définitive c'est l'expérience qui tranchera ».

Le 19 septembre 1964, il écrit au secrétariat du Comité central, une longue lettre à propos des «activités scissionnistes du PCC». Il évoque le risque de guerre entre pays socialistes et conclue : «alors l'élimination de la guerre pour l'humanité ne serait pas résolue par le passage de tous les peuples du globe au régime socialiste [...] ainsi s'effondrerait la perspective radieuse d'un monde débarrassé de la hantise de la guerre et de l'énorme fardeau des armements».

Après l'appel de Stockholm qui avait mis en pointe le mouvement communiste sur le terrain de la paix cet affrontement militaire entre Chine et URSS posait en effet de nombreux problèmes¹⁶. A cause de cette discussion sur la Chine, un ami de Vignoboul, lui aussi professeur de mathématiques, Maurice Lachaud, est fortement incité à rendre sa carte. Le secrétaire fédéral demandera même à Jean Vignoboul de rompre toute relation amicale avec ce couple de militants sincères et dévoués à la cause du bien commun.

Troisième désaccord

Redevenu seulement membre du bureau fédéral de 1965 à 1971, lors de la Conférence fédérale du 18 janvier 1970, selon le rapport de Lespiau, tout en condamnant l'intervention soviétique à Prague, il ne vote pas la motion condamnant le livre de Garaudy «tout en montrant son désaccord avec les écarts philosophiques de Garaudy.»

Il restera cependant au Comité fédéral de 1971 à 1979.

¹⁶ Les questions de la paix seront toujours centrales pour Jean. Grand défenseur de la coexistence pacifique entre Est et Ouest, comment admettre que la guerre puisse alors venir du camp socialiste lui-même !

Il quittera le PCF après les événements de Pologne en 1981.

L'adjoint au maire

Bien que ce membre du PCF ait manifesté souvent des positions critiques, il continue sa carrière d'élu municipal commencée en 1947, comme candidat aux municipales de 1965. Avec la liste de Louis Delmas qui rassemble radicaux, communistes, socialistes et même le PSU de Pierre Couchet, et qui l'emporte de justesse, il devient adjoint au maire en charge de l'éducation et est réélu adjoint en 1971. Le travail accompli dans son secteur est exemplaire et souvent cité en exemple par le maire, auprès des autres adjoints. En 1977, suite à ses différends avec le PCF il décide de cesser toute participation à la vie municipale malgré les demandes du maire Louis Delmas désireux de le prendre en candidat indépendant.

Sa notoriété fait de lui un suppléant au candidat communiste Pierre Juge (devenu adjoint comme lui à la mairie de Montauban) lors des élections législatives de 1967 dans la première circonscription de Montauban.

Après le PCF

L'action associative pour la liberté

En 1981, il devient secrétaire du Comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie et responsable de la Ligue des Droits de l'Homme de 1981 à 2002. L'une des plus grandes réalisations fut la venue à Montauban de Lise et Arthur London¹⁷ en conformité avec ses idées de toujours. L'ensemble des documents publiés dans ce livre concernant ces actions démontrent qu'il n'a pas baissé les bras.

Le soutien à Pierre Juquin

En 1987, il remet un pied dans la politique électorale en soutenant dès le départ la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle. Lui comme son épouse signeront un appel en faveur de cette tentative de renouveau de la politique à gauche. Dès le premier appel lancé dans le journal **le Monde**, le 26 novembre 1987, on trouve sa signature aux côtés de celle de huit Tarn-et-Garonnais qui très vite deviendront 88.

Dès la première réunion de fondation du Comité Juquin, le 15 novembre à Montauban, il est présent, comme en témoigne la photo de **La Dépêche**. Et le jour du passage de Pierre Juquin à l'Ancien Collège, le 12 décembre 1987, il est à la tribune. Cet engagement n'aura pas de suites car le mauvais résultat fait que les Comités Juquin se divisent et se dispersent. Voici la signature Vignoboul dans **Le Monde** :

¹⁷ Ce jour là, je m'en souviens très bien, j'étais dans la salle, encore membre du PCF, et quand j'ai posé ma question, Jean a pensé que j'étais en service commandé, aussi il en a profité pour rappeler vertement le comportement du PCF, ce qui n'avait aucun lien avec la question dont je ne me souviens pas du contenu. Le PCF avait envoyé Monique Drouilhet qui n'a rien dit.

aliste); BERTELLE Marceire, (conseiller municipal); LEBLOND Jean-Pierre, (maire Blénod-les-Pam); LECLERC Christian, (maire Blénod-les-Pam); PASQUIER (directrice syndicale); PREVOST Nadine, (directrice MJC); PASQUIER (professeur); SALAMONE Vincent, (chômeur); SZURCZEC Robert, (conseiller municipal); BARRUE Michel, (ancien conseiller municipal); CARZON Jean-Pierre, (conseiller municipal); Père CARDONNEL, (prêtre); CHAPOULIE Jean-Pierre, (maire adjoint); ARD Bertrand, (maire adjoint de Sainte-Marie); DEDIEU Françoise et (maire adjoint); FARRENY marivi, (employée); FAVIER Carine, (médecin); GIRALT Georges, (dir. recherche CNRS); GARCIA Benjamin, (maire adjoint); JULIA Christian (cadre administratif); KRUPK, LUMEAU-PRECEPTIS Jacques, (éducateur, syndicaliste); LABAT A (maire adjoint); MARTINET J.-Luc, (éducateur spécialisé, syndicaliste); MATT (ex maire-adjoint); RAIMBAULT M.-Odile, (ouvrière, syndicaliste); VIGNOBOUL Jean, (instituteur retraité).
 -III); BOURDON F., (OP Renault Douai, ancien secrétaire du CE); B (dikerque-Branche); CAMPHIN J., (militante anti-raciste Arras 62, (maire Lille); COLIN A., (adjoint au maire Mons-en-Barœul); CC (maire); DASSONVILLE R., (parents d'élèves Lille); DALMASSO, (maire)

Toujours contre le fascisme

En 1994 il est en première ligne pour soutenir la venue à Montauban de Pascale Froment qui, à l'initiative du journal ***Point Gauche !*** a présenté son livre sur René Bousquet¹⁸.



¹⁸ René Bousquet, Pascale Froment, Stock, 1994

Nous le devinons ici, dans la salle de l'Ancien Collège, debout pendant son intervention.

René Bousquet était un Montalbanais devenu secrétaire de la police de Vichy du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943. A ce titre il organisa la rafle du Vel d'Hiv. Il représente exactement tout ce contre quoi Jean Vignoboul a lutté toute sa vie. Si Pascale Froment a accepté l'invitation du journal ***Point Gauche !*** c'est parce qu'aucune autre organisation de la ville n'avait souhaité « remuer le couteau dans la plaie » comme ce fut reproché aux responsables de la soirée par des personnes qui préféreraient se souvenir du René Bousquet d'après 1944.

Jean Vignoboul n'aura jamais cessé de lutter sur tous les fronts, pour le bien commun.

Conclusion

Au moment de son décès, dans *Les Nouvelles de TetG*, Michel Veyres qui a rédigé quelques mots honnêtes à la mémoire de Jean Vignoboul, pointe ceci :

« Membre de la direction fédérale, il quitte, incompris, notamment en ce qui concerne les pays de l'Est, le Parti, après l'affaire de la Pologne en 1981. »

D'autant plus incompris que les membres du PCF n'ont pas pu connaître le cheminement de sa pensée¹⁹ et les raisons de ce départ.

Espérons que ce modeste travail puisse éclairer les uns et les autres.

Jean-Paul Damaggio

¹⁹ Dès l'anniversaire de Staline qu'il avait fallu fêter à Montauban par des cadeaux appropriés, sa femme dénonça en réunion ce culte de la personnalité, si bien que certains la rendirent coupable de l'évolution de Jean, comme si le personnage n'était pas capable d'avoir sa propre réflexion ! Jean Vignoboul l'explique clairement : venu à la lutte par l'antifascisme il a toujours placé la lutte pour la liberté au premier rang de ses préoccupations.... revendiquant au sein du PCF sa propre liberté de pensée.

Liste communiste à Montauban, 1947



Sur cette photo le communiste qui a eu le plus de voix en 1947 et qui, ensuite, a été oublié.

Théophile Couchet (il est avec sa femme Augustine) est né le 12 septembre 1882 à Pontarion. Instituteur, il s'est retrouvé rapidement dans l'Aveyron où il a notamment été directeur de l'école primaire de Salles la Source. A cette époque il était déjà très militant puisqu'il a été responsable départemental du syndicat des instituteurs. Il a été "blessé" durant la guerre... à un doigt. Son petit-fils se souvient de son grand-père lui rappelant que cette blessure, loin d'être un malheur, a été opportune pour quelqu'un qui ne voulait pas faire la guerre... Il souriait quand il lui parlait de cette blessure qui lui évita la guerre mais qui ne l'empêchait pas de chasser !

Son nom est important car il avait deux fils, l'un Charles Couchet qui se trouva aux côtés de Jean Vignoboul et l'autre Pierre Couchet, plus âgé, qui dynamisa le PCF du Tarn-et-Garonne à partir de 1935, qui fut arrêté en 1939, libéré après avoir déclaré qu'il cesserait toutes ses activités, et qui pour cette lettre, a ensuite été exclu du PCF à la Libération, alors qu'il avait lui aussi participé à la Résistance. Or cette lettre avait été demandée par la direction du PCF de 1939 (pour sauver des militants) comme le lui avait indiqué son père qui s'appuya sur les réseaux francs-maçons pour obtenir cette libération.

Mais voyons donc les résultats de l'élection.

Cette année là le PCF a 7 élus, le PS en a 6, les radicaux 8 et la droite 10. Qui sera le maire ? Avec l'aide des radicaux c'est M. Gabach qui l'emporte pour la droite.

Le parti radical n'arrive pas à digérer qu'il n'aura plus le poste de maire de Montauban.

Pour ce livre, l'intérêt est d'observer que Jean Vignoboul, jeune candidat de 26 ans a pourtant le plus de vote de préférence (et c'est vrai par rapport à toutes les listes !). Dès le départ, sa conduite marque les esprits.

Voici la liste communiste 1947

	Suffrages	Préférences	Total
Couchet, Théophile (instituteur retraité)	3480	1555	5035
Juge Pierre (commerçant, député)	3457	1561	5018
Vignogoul, Jean (instituteur)	3435	1941	4926
Vié, Roger (commerçant)	3407	1401	4808
Cassagneau, Marcel (retraité de l'armée)	3426	1331	4757
Bordier, Jean	3400	82	3482
Cézérac, Maurice	3401	89	3470
Caors Maurice (PTT)	3414	47	3461
Got Martin	3398	58	3456
Andrieu, René	3400	50	3450
Gardes, Roger (coiffeur, adjoint en 44)	3359	55	3414
Mahler, Julien	3375	33	3408
Bories, Marcel	3385	19	3404
Durègne, Joseph (petit entrepreneur)	3377	22	3399
Allègre Eugène (cheminot)	3365	27	3392
Raillaud, Gabriel	3369	21	3390
Lacroix, Jeanne	3367	21	3388
Mas, André	3375	6	3381
Artus, Sylvain	3367	8	3375
Bonnemaison, Raoul	3359	13	3372
Clerc, Jean	3362	8	3370

Raynal, Léon (café place nationale)	3359	10	3366
Mme Major (PTT)	3327	29	3366
Fleury, André	3361	2	3363
Mauriège, Léon	3358	5	3363
Vidaillac Henri	3350	12	3362
Mme Cazemajou	3344	17	3361
Marcon, Léon	3352	8	3360
Germa, Marcel (Paysan)	3345	15	3360
Espéout, Marcel	3339	4	3343
Mme Monfraix	3313	9	3322

Souvenirs Jean-Paul Damaggio

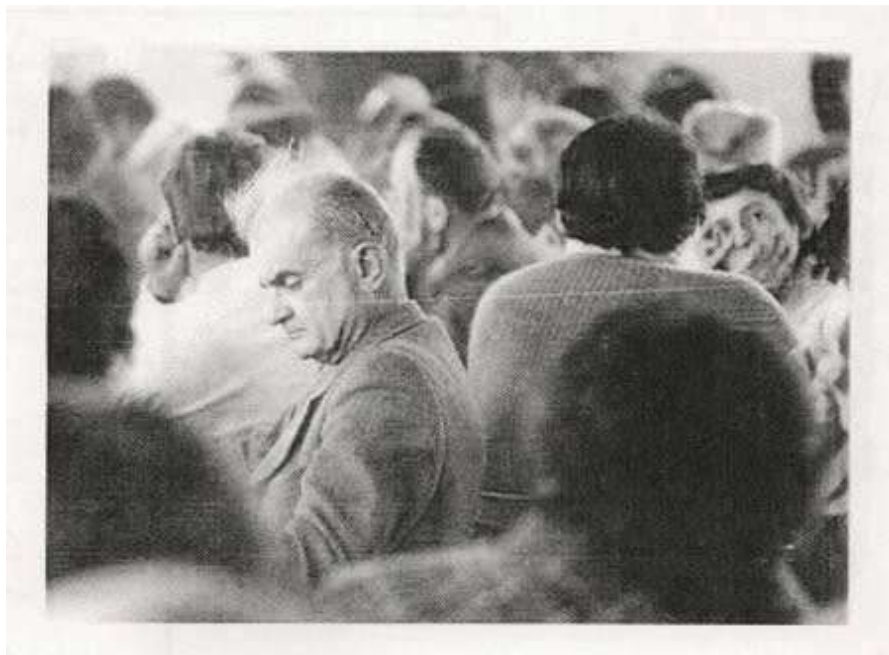
En partant à la retraite, en 2007, j'ai écrit le portrait de quarante enseignants que j'ai admiré, un pour chaque année passée au travail.

Pour l'année 1979 j'ai évoqué Jean Vignoboul. J'avais aussi évoqué Maurice Lachaud (pour l'année 1967) dont je découvre à présent (en 2013) qu'il était un de ses grands amis. Quand Maurice Lachaud a fait valoir des idées peu orthodoxes sur la Chine, au début des années 60, et dans le cadre du Comité fédéral du PCF, il a été poussé hors du parti et le secrétaire fédéral a ensuite demandé à Jean Vignoboul de rompre ses relations avec cet autre prof de mathématiques. Comme si quelqu'un pouvait dicter sa vie à ce militant !

Pourquoi 1979 ? Après les échecs du PCF en 1978, la crise au sein de ce parti prenait une nouvelle tournure. Ce fut l'épisode Fizbin et Jean Vignoboul était de cette tendance. Sur la photo, il participe à sa dernière Conférence fédérale et le sait très bien. Il est devenu un indésirable à cause de ses critiques permanentes. Il aimait bien mes parents à qui il achetait ses légumes, sur le marché, tous les samedis. Dans le texte ci-dessous, écrit en 2007, je mentionne d'une seule ligne la raison qui me poussa une fois, jusque chez lui, quand il était encore à Corbarieu. C'était pour parler d'Italie : il était depuis les années 60 un admirateur du PCI. Sa passion c'était la connaissance de l'économie, base du marxisme. Il est mort le 27 août et il a donné son corps à la science. Sur

une page internet où je reprenais la page suivante, j'écrivais : «Peut-être un jour, vais-je écrire davantage sur cet homme qui m'a tant marqué.» Et ce jour est arrivé après qu'une amie de Paulette Vignoboul l'ai informée de la présence de mon article sur Internet. Elle a téléphoné à mes parents et ma mère lui a donné mon numéro de téléphone. Elle m'a appelé, je suis passé la voir et grâce à sa gentillesse est né le livre que vous tenez entre vos mains. Pour le devoir de mémoire.

Photo JPD : Jean Vignoboul a sa dernière conférence fédérale du PCF en 1979



Voici la page de 2007
(Louis est le prénom que je m'y donne)

- Quand on est vieux, on mange ?
demande un enfant de 5 ans inquiet à l'idée de la mort.
- Oui, on mange répond le maître.
- Et si on mange beaucoup, on redevient jeune ?
(enfant 8 ans, Lavit) 1979

Jean Vignoboul

La dernière fois que je l'ai vu avec son épouse c'était pour une rencontre autour de Léon Cladel. Il m'a dit :
« N'oublie pas d'apporter mon bonjour à tes parents, j'y tiens ». Tous les samedis, il leur achetait des légumes sur le marché de Montauban.

Il est ainsi Jean, marqué par son passé, et chargé d'une histoire qu'il a beaucoup vécue sans la moindre reconnaissance. Louis, je sais que tu es allé une fois chez lui pour parler d'Italie. Jean et son épouse, malgré leur connaissance de l'espagnol préférèrent, à cause de la présence de Franco, voyager vers l'Italie dès 1955. Ils apprirent l'italien et partirent pour ce pays quasiment tous les ans.

La photo de ce professeur de mathématiques se révèle sur le papier plongé dans son bain. Louis, avec sa fille (3 ans), est au labo-photo de l'école de Saint-Etienne de Tulmont dirigée par son ami Jacques Rey. Dans la chambre

obscur, il développe une pellicule prise au cours de la Conférence fédérale du PCF de 1979 qui vient de se tenir dans la salle des fêtes de Fonneuve. Jean Vignoboul, saisi à sa place, est plongé dans ses pensées.

Au cours de cette Conférence fédérale, l'ancien dirigeant communiste Jean Vignoboul, a été renvoyé à la base. Et, comme toujours, des communistes "critiques" jugèrent bon de justifier cette décision, à la tribune. Louis en a été triste sans imaginer que son parcours au sein de ce parti aurait quelque parenté avec celui de Jean. A une différence près, il préféra quitter lui-même les instances fédérales (dès 1982), avant d'y devenir indésirable.

Jean et Paulette sont toute une histoire ancienne. Une histoire très dure en 1979. Non que leur combat se soit arrêté, puisque neuf ans après, Louis et Jean seront à la même tribune aux côtés de Pierre Juquin.

Celui qui en 1979 perd le droit d'être acteur au PCF (on disait : il s'est mis de lui-même hors du parti), fut victime d'un certain communisme fait de dogmatisme. Ensuite, l'intervention de l'URSS en Afghanistan et les événements polonais furent le coup de tonnerre qui suscita l'inoubliable chanson de Jean Ferrat : ***Le Bilan***
Et quel bilan !²⁰

²⁰ Paulette, et Jean, qui étaient des amis de Ferrat m'indiquent que Ferrat n'est jamais allé chanter en URSS car on lui faisait des obligations qu'il ne pouvait admettre.